



Lagardère

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

2019

SOMMAIRE

1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ 2019	4
2	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS 2019.....	20
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	66
4	RESPONSABLE DU DOCUMENT – ATTESTATION DE LA GÉRANCE	68



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ 2019

1.1	ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2019	7
1.1.1	Principales variations du périmètre de consolidation	7
1.1.2	Cessions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du recentrage stratégique du Groupe	7
1.1.3	Émission inaugurale de Schuldscheindarlehen	8
1.2	PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANT DE L'EXERCICE	8
1.3	COMMENTAIRES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS 2019	9
1.3.1	Compte de résultat	9
1.3.2	Tableau de financement	14
1.3.3	Endettement financier net	17
1.4	INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES	18
1.5	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	18
1.5.1	Cession de Mezzo aux groupes Les Échos-Le Parisien et Canal+	18
1.6	ACTUALISATION DE LA GUIDANCE 2019	18

Jusqu'à une époque récente, le groupe Lagardère était composé de quatre branches d'activités : Lagardère Publishing ; Lagardère Travel Retail ; Lagardère Sports and Entertainment et Lagardère Active.

La Gérance a décidé en 2018 un recentrage stratégique du Groupe sur ses deux branches les plus fortes faisant chacune partie des leaders mondiaux de leur secteur :

- ▶ Lagardère Publishing, moteur de puissance qui regroupe les activités d'édition de livres et d'e-Publishing et couvre de nombreux domaines tels que : l'Éducation, la Littérature générale, l'Illustré, les Fascicules, les Dictionnaires, la Jeunesse, les Jeux sur mobiles, les Jeux de société et la Distribution.
- ▶ Lagardère Travel Retail, moteur de croissance, qui rassemble les activités de Détail en zones de transports et concessions sur trois segments d'activités : Travel Essentials, Duty Free & Fashion et Foodservice.

Les objectifs de ce recentrage stratégique sont principalement :

- ▶ d'améliorer le profil industriel du Groupe qui sera simplifié, plus ambitieux et plus concentré ;
- ▶ d'améliorer la génération de cash du Groupe, permettant notamment de financer le développement des deux branches prioritaires.

Pour plus de détails, cf. § 1.4 du Document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 2 avril 2019 (le « Document de référence »).

Dans le cadre de ce recentrage, la cession des actifs constitutifs de Lagardère Active, à l'exception de Lagardère News, a été mise en œuvre, en particulier :

- ▶ les actifs radios en République tchèque, Pologne, Slovaquie et Roumanie en 2018 ;
- ▶ le Pôle e-Santé (Mon Docteur et Doctissimo) en 2018 ;
- ▶ l'activité Boursier.com en janvier 2019 ;
- ▶ les actifs radios en Afrique du Sud en février 2019 ;
- ▶ les titres de presse en France en février 2019 ;
- ▶ Plurimedia et Billetreduc.com en février 2019.
- ▶ le pôle Télévisions (hors Mezzo) a fait l'objet d'un contrat de cession le 24 mai 2019 ; la réalisation définitive interviendra début septembre ;
- ▶ la participation dans Mezzo le 17 juillet 2019.

Ces cessions ont été réalisées dans un calendrier très court et à des conditions financières globalement conformes aux attentes.

Le processus de cession du pôle Production et distribution audiovisuelles (Lagardère Studios) est engagé.

Lagardère News qui regroupe Europe 1, Virgin Radio, RFM, *Paris Match*, *Le Journal du Dimanche*, la régie publicitaire et l'activité de gestion de licences de la marque Elle, va s'employer à structurer et à renforcer les métiers liés à l'information, en s'appuyant sur ses marques fortes, la qualité de ses contenus et l'indépendance de ses rédactions.

Par ailleurs, le Groupe a amorcé le processus de cession de la branche Lagardère Sports.

Néanmoins, au 30 juin 2019, Lagardère se structure encore pour les besoins de son reporting interne en quatre branches d'activités : Lagardère Publishing ; Lagardère Travel Retail ; Lagardère Sports and Entertainment et Lagardère Active.

1.1 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2019

Le lien, lorsqu'il existe ou lorsqu'il est significatif, entre ces événements et leur incidence sur les comptes consolidés condensés est présenté soit dans le paragraphe 1.3, soit en note 2 de l'annexe aux comptes consolidés condensés au 30 juin 2019.

1.1.1 PRINCIPALES VARIATIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés condensés au 30 juin 2019.

1.1.2 CESSIONS RÉALISÉES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU RECENTRAGE STRATÉGIQUE DU GROUPE

Dans le cadre de la mise en œuvre du recentrage stratégique du Groupe, et dans la continuité de la cession des actifs radios en République tchèque, Pologne, Slovaquie et Roumanie et du pôle e-Santé (Mon Docteur et Doctissimo) déjà réalisées en 2018, le Groupe a procédé au cours du 1^{er} semestre 2019 aux opérations suivantes :

1.1.2.1 Cession de l'activité Boursier.com au groupe Les Échos-Le Parisien

Le groupe Lagardère a cédé le 31 janvier 2019 le site Boursier.com ainsi que les activités de vente de contenus financiers et de publishing, initialement détenus par la filiale Newsweb de Lagardère Active, au groupe Les Échos-Le Parisien.

1.1.2.2 Cession de la radio Jacaranda et signature d'un accord pour la vente de la régie publicitaire Mediamark au groupe sud-africain Kagiso Media

Le groupe Lagardère a annoncé la réalisation des opérations suivantes concernant la cession par Lagardère Active Radio International (LARI) de ses activités en Afrique du Sud à son co-actionnaire historique, le groupe Kagiso Media :

- ▶ la cession, réalisée le 7 février 2019, de la participation de 20% au capital de la société Jacaranda FM Proprietary Limited, éditrice de Jacaranda FM, 1^{re} radio privée d'Afrique du Sud. Le montant de la cession s'est élevé à 233 millions de rands sud-africains (ZAR), soit un peu plus de 15 millions d'euros.
- ▶ la signature d'un accord le 29 janvier 2019 pour la vente de la participation de 49,99% au capital de la régie publicitaire Mediamark Proprietary Limited, dont la réalisation demeure soumise à l'agrément des autorités de concurrence sud-africaines. Le montant de la cession est estimé à 30 millions de rands sud-africains (ZAR), soit près de 2 millions d'euros.

1.1.2.3 Cession des titres de presse magazine en France au groupe Czech Media Invest

Le groupe Lagardère a cédé, le 14 février 2019, l'essentiel de ses titres de presse magazine en France, à savoir *Elle* et ses déclinaisons, *Version Femina*, *Art & Décoration*, *Télé 7 Jours* et ses déclinaisons, *France Dimanche*, *Ici Paris* et *Public*, au groupe Czech Media Invest (CMI).

Cette cession s'est accompagnée de la concession d'une licence exclusive pour la France sur la marque *Elle* au profit de CMI, le Groupe demeurant propriétaire de la marque *Elle* en France et à l'international.

Le montant de cette transaction s'est élevé à 52 millions d'euros.

1.1.2.4 Cession de Billetreduc.com au groupe Fnac Darty

Le groupe Lagardère a cédé le 28 février 2019 Billetreduc.com au groupe Fnac Darty, via sa filiale France Billet. Les deux groupes avaient annoncé leur entrée en négociations exclusives en vue de cette opération le 17 janvier 2019.

1.1.2.5 Cession de Plurimedia à Media Press Group

Le groupe Lagardère a cédé le 28 février 2019 Plurimedia à Media Press Group.

1.1.2.6 Cession du pôle Télévision (hors Mezzo) au groupe M6

Après avoir obtenu les avis des instances représentatives du personnel des sociétés concernées, Lagardère et le groupe M6 ont signé le 24 mai 2019 le contrat de cession du pôle Télévision (hors Mezzo) du groupe Lagardère. Ce pôle regroupe Gulli et ses déclinaisons internationales, Canal J, TiJi, Elle Girl TV, MCM, MCM Top, RFM TV et les régies publicitaires associées.

L'opération a obtenu l'agrément du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des autorités de concurrence.

Le prix de l'opération s'élèverait à 215 M€ (valeur d'entreprise), payable à la date de réalisation définitive qui interviendra début septembre.

1.1.3 ÉMISSION INAUGURALE DE SCHULDSCHEINDARLEHEN

Lagardère SCA a annoncé le 26 juin 2019 la levée inaugurale de plus de 250 M€ par un placement privé de droit allemand au format Schuldscheindarlehen.

Le Schuldscheindarlehen est une combinaison de prêts bilatéraux qui offrent aux investisseurs simultanément plusieurs maturités sous un format fixe et variable.

Cette transaction, d'un montant initial de 150 M€, a fait l'objet d'une demande élevée de la part des investisseurs en Allemagne, en Autriche, et d'institutions d'origine asiatique. Ainsi, le montant final de l'opération a été porté à plus de 250 M€, un succès remarquable pour la première levée du groupe Lagardère sur ce marché.

Cette opération est structurée en 4 tranches libellées en euros, à taux fixes et à taux variables, avec des échéances à 5 ans et 7 ans.

Le succès de cette levée de dette, à des conditions de taux historiquement basses, confirme la confiance des investisseurs dans la stratégie du groupe Lagardère tout en diversifiant les sources de financement auprès d'un nouveau type d'investisseurs.

Les arrangeurs de ce placement sont LBBW (Landesbank Baden-Württemberg) et UniCredit.

1.2 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANT DE L'EXERCICE

Ces éléments sont globalement décrits dans le chapitre 3 intitulé « Facteurs de risques et dispositif de contrôle » du Document de référence.

Pour ce qui concerne les litiges ayant connu des évolutions notables depuis les faits relatés dans le Document de référence, il convient de se référer, en particulier, à la note 19 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2019.

1.3 COMMENTAIRES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS 2019

Les Activités opérationnelles du groupe Lagardère sont exercées au sein des quatre branches Lagardère Publishing, Lagardère Travel Retail, Lagardère Sports and Entertainment et Lagardère Active.

À cet ensemble viennent s'ajouter les « Autres activités », non directement rattachées aux quatre divisions opérationnelles.

Les principales variations de périmètre intervenues sur le 1^{er} semestre 2019 sont décrites en note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.3.1 COMPTE DE RÉSULTAT

(M€)	30.06.2019	30.06.2018 (*)	31.12.2018 (*)
Chiffre d'affaires	3 612	3 366	7 258
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées (**)	153	139	417
Résultat des sociétés mises en équivalence (***)	-	(5)	4
Éléments non récurrents / non opérationnels	5	135	44
dont impact IFRS 16 sur les contrats de concession (****)	29	19	41
Résultat avant charges financières et impôts	158	269	465
Charges financières nettes	(24)	(27)	(59)
Charges d'intérêts sur dettes de location	(42)	(38)	(77)
Charge d'impôts	(20)	(84)	(130)
Résultat net consolidé	72	120	199
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	52	106	177
- Intérêts minoritaires	20	14	22

(*) Données aux 30 juin et 31 décembre 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés).

(**) Le résultat opérationnel courant des sociétés intégrées est un indicateur alternatif de performance issu de l'information sectorielle des comptes consolidés (cf. réconciliation en note 3 de l'annexe aux comptes consolidés), et est défini comme la différence entre le résultat avant charges financières et impôts et les éléments suivants du compte de résultat :

- contribution des sociétés mises en équivalence ;
- plus ou moins-values de cession d'actifs ;
- pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles et titres mis en équivalence ;
- charges nettes de restructuration ;
- éléments liés aux regroupements d'entreprises ;
 - frais liés aux acquisitions ;
 - profits et pertes découlant des ajustements de prix d'acquisition et des ajustements de valeur liés aux changements de contrôle ;
 - amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions.
- litiges majeurs spécifiques non liés à la performance opérationnelle ;
- éléments liés aux contrats de location :
 - exclusion des gains et pertes sur modification de contrats ;
 - exclusion des amortissements des droits d'utilisation d'actifs des contrats de concessions ;
 - ajout de la diminution des dettes de location des contrats de concessions ;
 - ajout des Intérêts payés sur dettes de location des contrats de concessions ;
 - ajout de la variation du besoin en fonds de roulement des dettes de location des contrats de concessions.

(***) Avant pertes de valeur.

(****) Y compris gains et pertes sur modifications de contrats des contrats de concessions.

Au 30 juin 2019, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 3 612 M€, en hausse de + 7,3 % en données consolidées et de + 6,7 % en données comparables. Sur le 1^{er} semestre, la progression en données comparables provient essentiellement de la croissance du Travel Retail ainsi que d'une forte activité sur Lagardère Sports and Entertainment liée au calendrier sportif.

L'écart de chiffre d'affaires entre les données consolidées et comparables s'explique en grande partie par un effet de change positif de +56 M€, attribuable majoritairement à l'appréciation du dollar US. L'effet de périmètre négatif de -23 M€ est lié aux cessions chez Lagardère Active, compensées en partie par l'acquisition de HBF chez Lagardère Travel Retail.

Le chiffre d'affaires de Lagardère Publishing s'établit à 1 044 M€, soit une progression de + 4,4 % en données consolidées et de + 1,3 % en données comparables. L'écart entre les données consolidées et comparables s'explique par un effet de change positif de + 23 M€ lié pour l'essentiel à la hausse du dollar US et par un effet de périmètre de + 9 M€, incluant notamment les acquisitions de Gigamic en février 2019 et de Worthy Publishing Group en septembre 2018.

Au 1^{er} semestre 2019, la hausse de l'activité est portée par la croissance de la Littérature générale en France, la bonne performance des Fascicules et la dynamique positive des Jeux sur mobiles, qui ont permis de compenser le recul de l'Espagne, du Royaume-Uni et des États-Unis qui pâtissent d'un effet de comparaison défavorable par rapport à 2018.

En France, la croissance (+ 4,7 %) provient de la Littérature générale grâce notamment au succès de *La jeune fille et la nuit* de Guillaume Musso chez Le Livre de Poche et, dans une moindre mesure, à la hausse de l'activité Jeux sur mobiles (IsCool Entertainment).

Le Royaume-Uni est en léger repli (- 0,8 %), la bonne performance de la backlist et la croissance des ventes numériques de Bookouture ne permettant pas de compenser un effet de comparaison défavorable lié au succès début 2018 de *Fire and Fury* de Michael Wolff chez Little, Brown Book Group et le ralentissement des ventes en Illustré.

Aux États-Unis, l'activité est en léger retrait (- 1,5 %), la solide progression du livre audio numérique ainsi que les succès des nouveautés – notamment chez Grand Central avec les nouveautés de Thomas Harris et de Harlan Coben, chez Perseus avec *The Case for Trump* de Victor Davis Hanson et chez Little, Brown Books for Young Readers avec les titres *Fortnite* – ne compensant que partiellement l'effet de comparaison défavorable lié au succès de *The President is Missing* co-écrit par James Patterson et Bill Clinton au 1^{er} semestre 2018.

Le repli de l'activité en Espagne / Amérique latine (- 7,2 %) pâtit d'un report des facturations en Éducation par rapport au 1^{er} semestre 2018 qui bénéficiait des premiers effets de la campagne scolaire en Espagne et au Mexique.

Les Fascicules poursuivent leur bonne dynamique (+ 5,1 %) grâce au succès de lancements plus nombreux et plus porteurs, principalement au Japon et en Allemagne, ainsi qu'aux performances de l'Italie.

Au 1^{er} semestre 2019, le poids du Livre numérique dans le chiffre d'affaires total de Lagardère Publishing s'établit à 8,2 % contre 8,4 % à fin juin 2018, et celui du Livre audio numérique à 3,4 % contre 2,5 % à fin juin 2018.

Le chiffre d'affaires de Lagardère Travel Retail s'élève à 1 995 M€, soit + 15,8 % en données consolidées et + 6,5 % en données comparables. L'écart entre les données consolidées et comparables s'explique par un effet de périmètre positif de + 134 M€ relatif principalement à l'acquisition de HBF et l'acquisition de Smullers aux Pays-Bas, et par un effet de change positif de + 26 M€, lié essentiellement à la hausse du dollar US.

Au 1^{er} semestre 2019, l'activité affiche une progression soutenue de + 6,5 %, portée principalement par les bonnes performances commerciales et l'ouverture de nouveaux points de vente en France et sur la zone EMEA.

La forte croissance de la France (+ 11,0 %) est portée par le dynamisme de l'activité Duty Free, notamment sur les plateformes régionales ainsi que l'accroissement du réseau de la Restauration et du Travel Essentials (aéroport de Toulouse).

La dynamique positive (+ 5,1 %) de la zone EMEA (hors France) est principalement liée à la bonne performance de l'Italie qui bénéficie notamment d'un effet réseau favorable, à la croissance du trafic aérien et aux bonnes performances commerciales en Europe de l'Est, notamment en Roumanie et en République tchèque ainsi qu'à l'accroissement du réseau au Moyen-Orient avec l'ouverture du Foodcourt de Dubaï.

L'activité est également dynamique en Amérique du Nord (+ 4,4 %), portée par l'accroissement du réseau de la Restauration et du Travel Essentials.

La progression de l'activité dans la zone Asie-Pacifique (+ 6,5 %), s'explique par la bonne dynamique de l'Asie qui bénéficie principalement d'un effet réseau et d'une croissance organique soutenue en Chine. La zone Pacifique est en léger retrait, les nouvelles ouvertures à l'aéroport de Christchurch ne permettant pas de compenser l'effet réseau défavorable observé en Australie.

Le chiffre d'affaires de Lagardère Sports and Entertainment s'établit à 319 M€, soit + 49,6 % en données consolidées et + 47,3 % en données comparables. L'écart entre les données consolidées et comparables s'explique par un effet de change positif (+ 7 M€) lié à l'appréciation du dollar US, et par un effet de périmètre négatif (-2 M€) suite à la cession de l'Usine.

Comme attendu, la forte hausse de l'activité s'explique essentiellement par le calendrier sportif très favorable en Asie (Football - AFC Asian Cup), en Afrique (Football - Coupe d'Afrique des Nations Total) et en Europe (Handball - Championnat du monde masculin de handball).

Le chiffre d'affaires de Lagardère Active s'établit à 254 M€, soit - 40,9% en données consolidées et - 4,6% en données comparables. L'écart entre les données consolidées et comparables s'explique par un effet de périmètre négatif (- 163 M€), principalement lié aux cessions de l'essentiel des titres de presse magazine en France à la société Czech Media Invest (CMI), des radios à l'étranger (LARI), et des activités digitales (dont la e-Santé) dans le cadre du recentrage stratégique du Groupe.

Au 1^{er} semestre 2019, l'activité est en recul (-4,6%) en raison des effets des baisses d'audience d'Europe 1, et de la baisse de la diffusion sur les titres de presse imputable notamment à un effet de comparaison défavorable par rapport au 1^{er} semestre 2018.

La contraction du chiffre d'affaires de Lagardère News (- 8,0 %) provient essentiellement du recul du chiffre d'affaires des Radios (-10,5%) lié notamment aux baisses d'audience d'Europe 1. Le revenu des titres de presse de Lagardère News est également en repli (- 6,6 %), la bonne dynamique des revenus publicitaires ne parvenant pas à compenser la contraction des revenus de diffusion en raison d'une actualité moindre par rapport au 1^{er} semestre 2018.

Lagardère Studios est en progression (+ 2,1 %), la bonne performance de la production à l'international permettant de compenser le recul observé sur le flux en France en raison d'un niveau de livraisons inférieur à celui du 1^{er} semestre 2018.

Les Chaînes TV sont en repli (- 5,2 %), principalement lié au recul du chiffre d'affaires publicitaire.

Le résultat opérationnel courant des sociétés intégrées s'établit à +153 M€, en progression de +15 M€ par rapport à celui du 30 juin 2018. Son évolution par activité se décompose de la façon suivante :

- ▶ Le résultat de Lagardère Publishing s'établit à + 36 M€, contre +45 M€ au 30 juin 2018. Cette baisse est essentiellement attribuable à un effet défavorable temporaire sur la France lié aux coûts engagés pour la préparation de la campagne scolaire de deux niveaux du lycée et à des coûts de lancements plus élevés sur les Fascicules.
- ▶ Le résultat de Lagardère Travel Retail s'établit à + 46 M€, en hausse de + 12 M€. Cette progression s'explique notamment par la bonne performance de la zone Amérique du Nord qui bénéficie du dynamisme de l'activité et des initiatives commerciales, ainsi que de l'intégration de HBF.
- ▶ Le résultat de Lagardère Sports and Entertainment s'établit à +67 M€, en hausse de + 37 M€. Cette forte progression reflète l'effet favorable du calendrier sportif et notamment la tenue de l'Asian Cup.
- ▶ Le résultat de Lagardère Active s'établit à +7 M€, en baisse de - 26 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2018. Cette évolution provient essentiellement des activités cédées ou en cours de cession dans le cadre du recentrage stratégique du Groupe (- 22 M€), et dans une moindre mesure du repli du chiffre d'affaires d'Europe 1 et de la baisse de la diffusion des titres de presse de Lagardère News.
- ▶ Les Autres activités dégagent un résultat opérationnel courant en perte de -3 M€, stable par rapport à celui du 30 juin 2018.

Le résultat des sociétés mises en équivalence (avant pertes de valeur) est à l'équilibre au 30 juin 2019, contre -5 M€ au 1^{er} semestre 2018 qui pâtissait notamment de coûts d'ouverture d'entités en partenariat chez Lagardère Travel Retail.

Au 30 juin 2019, les éléments non récurrents / non opérationnels du résultat avant charges financières et impôts s'établissent à +5 M€ et comprennent :

- ▶ Des charges de restructuration pour -12 M€, dont -7 M€ chez Lagardère Publishing, principalement liés à la fin en 2019 de la rationalisation des centres de distribution au Royaume-Uni et -6 M€ chez Lagardère Travel Retail provenant pour partie de l'intégration de HBF.
- ▶ L'amortissement des actifs incorporels et les charges relatives aux acquisitions des sociétés intégrées pour -43 M€, dont -37 M€ chez Lagardère Travel Retail et -4 M€ chez Lagardère Publishing.
- ▶ Des pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles pour -6 M€, dont -4 M€ chez Lagardère Active dus à la dépréciation de l'écart d'acquisition de LabelBox et -2 M€ chez Lagardère Travel Retail.
- ▶ Des plus et moins-values de cession pour un montant net de +37 M€, dont +32 M€ de plus-values réalisées sur l'ensemble des cessions réalisées à date chez Lagardère Active, avec notamment les cessions de l'essentiel des titres de presse magazine en France à la société Czech Media Invest (CMI), de BilletReduc, des radios internationales en Afrique et des activités digitales. Ce montant inclut également une plus-value complémentaire de +5 M€ sur la cession de l'immeuble de bureaux à Levallois-Perret réalisée en 2017.
- ▶ L'impact de l'application de la norme IFRS 16 sur les contrats de concessions à hauteur de +29 M€ chez Lagardère Travel Retail (y compris gains et pertes sur modifications de contrats).

Au 30 juin 2018, les éléments non récurrents / non opérationnels affichaient un profit net de +135 M€ comprenant la plus-value réalisée de +245 M€ suite à la cession en mai 2018 d'un immeuble de bureaux à Paris 8^e et la moins-value de -40 M€ sur la cession de la participation de 42% dans le groupe Marie Claire chez Lagardère Active. Ce profit comprenait également des charges de restructuration à hauteur de -45 M€ dont -37 M€ chez Lagardère Active provenant de la charge liée à la structuration de la branche en pôles autonomes dans le cadre du recentrage stratégique, l'amortissement des incorporels et les charges relatives aux acquisitions des sociétés intégrées pour -32 M€ dont -26 M€ chez Lagardère Travel Retail ainsi que des pertes de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles pour -13 M€ dont -9 M€ chez Lagardère Active. Enfin, l'impact IFRS 16 portant sur les contrats de concession était de +19 M€.

En conséquence de ce qui précède, le résultat avant charges financières et impôts du Groupe s'établit au 30 juin 2019 à +158 M€, contre +269 M€ au 30 juin 2018.

Les charges financières nettes s'établissent à -24 M€ au 30 juin 2019, en légère amélioration par rapport au 1^{er} semestre 2018.

La charge d'intérêts sur les dettes de location s'établit à -42 M€ au 30 juin 2019, contre -38 M€ au 30 juin 2018, en augmentation du fait de l'intégration de nouveaux contrats dont ceux du groupe HBF acquis en novembre 2018.

Au 30 juin 2019, la charge d'impôt comptabilisée s'établit à -20 M€, en diminution de 64 M€ par rapport au 30 juin 2018. La charge d'impôt au 30 juin 2018 intégrait notamment l'impôt sur la cession par Lagardère Active d'un immeuble de bureaux (Paris 8^e) à hauteur de -83 M€, ainsi que +13 M€ d'activation au 1^{er} semestre 2018 d'économies d'impôt futures sur les coûts de structuration de Lagardère Active en pôles autonomes.

La part des profits attribuable aux intérêts minoritaires s'établit à +20 M€ au 30 juin 2019, contre +14 M€ à fin juin 2018, la variation s'expliquant principalement par les résultats générés en Asie (Asian Cup) en 2019 chez Lagardère Sports Asia (détenue à 80%).

1.3.2 TABLEAU DE FINANCEMENT

Financement

(M€)	30.06.2019	30.06.2018 (*)	31.12.2018 (*)
Flux générés par l'activité avant variation de BFR	526	451	1 039
Diminution des dettes de location	(231)	(217)	(455)
Intérêts payés sur dettes de location	(40)	(38)	(77)
Variation du besoin en fonds de roulement des dettes de location	(18)	(10)	(1)
Flux générés par les opérations avant variation de BFR et impôts payés (MBA)	237	186	506
Variation du besoin en fonds de roulement	(173)	(111)	52
Impôts payés	(23)	(11)	(77)
Flux générés par les opérations	41	64	481
Investissements	(178)	(137)	(610)
- incorporels et corporels	(127)	(119)	(270)
- financiers	(51)	(18)	(340)
Cessions d'actifs	124	221	401
- incorporels et corporels	27	202	258
- financiers	97	19	143
Intérêts encaissés	4	4	5
(Augmentation) diminution des placements financiers	-	-	-
Flux nets d'investissements	(50)	88	(204)
Somme des flux générés par les opérations et d'investissements	(9)	152	277
Flux de financement hors dettes de location	296	(61)	(57)
Autres flux	12	(11)	(37)
Variation de trésorerie	298	80	183

(*) Données aux 30 juin et 31 décembre 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 1^{er} janvier 2019, le Groupe applique le norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective complète. L'impact sur la présentation de l'état des flux de trésorerie est de +253 M€ au 30 juin 2018 et +530 M€ au 31 décembre 2018 sur les flux opérationnels et de -253 M€ au 30 juin 2018 et -530 M€ au 31 décembre 2018 sur les flux de financement.

Le tableau ci-dessus présente les flux générés par les opérations et les flux de financement hors dettes de location, afin de neutraliser l'impact d'IFRS 16. Cette présentation permet d'inclure le paiement des loyers, représenté par les intérêts sur dettes de location et la diminution des dettes de location, dans les flux opérationnels. Les données ainsi présentées correspondent au suivi de la performance réalisé par la Direction du Groupe.

Le rapprochement des données ci-dessus avec les comptes consolidés est effectué en note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.3.2.1 FLUX GENERES PAR LES OPERATIONS ET D'INVESTISSEMENTS

Au 30 juin 2019, les flux générés par les opérations avant variation du besoin en fonds de roulement et impôts payés (marge brute d'autofinancement) ressortent à +237 M€, soit une progression de +51 M€ par rapport au 30 juin 2018. Cette évolution provient essentiellement de Lagardère Sports and Entertainment (+62 M€) en raison de la forte progression du résultat de la branche sous l'effet du calendrier sportif, la progression de la MBA de Lagardère Travel Retail (+21 M€) étant compensée par la baisse constatée chez Lagardère Active (-24 M€) notamment en raison des cessions.

La variation du besoin en fonds de roulement, traditionnellement négative à fin juin, est en recul sur le 1^{er} semestre 2019, s'établissant à -173 M€ contre -111 M€ sur la même période l'an dernier. Cette évolution par rapport à 2018 s'explique par un repli de -74 M€ chez Lagardère Sports and Entertainment, le fort résultat dégagé sur le 1^{er} semestre et notamment suite à la tenue de l'AFC Asian Cup devant être encaissé en grande partie en 2020. On constate également un recul de -49 M€ chez Lagardère Travel Retail, le 1^{er} semestre 2018 bénéficiant d'un impact favorable ponctuel lié à des efforts d'optimisation du besoin en fonds de roulement, et une progression de +47 M€ chez Lagardère Active dont +22 M€ sur l'encaissement d'une partie du prix de cession de l'essentiel des titres de presse à la société Czech Media Invest (CMI).

Les impôts payés représentent -23 M€, contre -11 M€ à fin juin 2018. Cette hausse est liée pour l'essentiel à la variation de la liquidation de l'impôt dans le cadre de l'intégration fiscale française et à l'impact de l'alourdissement de la fiscalité américaine sur les flux transfrontaliers (BEAT).

Les flux générés par les opérations s'élèvent donc à +41 M€ au 30 juin 2019, contre +64 M€ au 30 juin 2018.

Au 30 juin 2019, les investissements corporels et incorporels ressortent à -127 M€ et incluent notamment -72 M€ sur Lagardère Travel Retail (poursuite de la stratégie de développement du Travel Retail), -25 M€ sur Lagardère Sports and Entertainment (paiements des droits sportifs) et -17 M€ sur Lagardère Publishing (fin du projet logistique au Royaume-Uni et acquisition de listes). Au 30 juin 2018, ils représentaient -119 M€ et se concentraient dans les mêmes branches.

Les investissements financiers s'élèvent à -51 M€ à fin juin 2019 dont -27 M€ chez Lagardère Publishing avec notamment l'acquisition de Gigamic et de Bragelonne en France, et l'acquisition de Short Books par Octopus au Royaume-Uni. Chez Lagardère Travel Retail, ils représentent -21 M€ et intègrent notamment les acquisitions de Autogrill Czech en République tchèque et de Smullers aux Pays-Bas.

Les cessions d'actifs corporels et incorporels représentent +27 M€ au 30 juin 2019 et sont essentiellement liées à l'encaissement du solde du prix de cession d'un immeuble de bureaux à Levallois-Perret en 2017. Elles incluent également la cession du fonds de commerce de Boursier.com. Au 30 juin 2018, elles représentaient 202 M€ provenant essentiellement de la cession par Lagardère Active d'un immeuble de bureaux à Paris (8^e).

Les cessions d'actifs et de placements financiers s'élèvent à +97 M€ sur le 1^{er} semestre 2019, dont +83 M€ chez Lagardère Active intégrant notamment les cessions de l'essentiel des titres de presse magazine en France à la société Czech Media Invest (CMI), de BiletReduc, des radios internationales en Afrique et de Plurimedia, et +8 M€ chez Lagardère Sports and Entertainment correspondant à la cession de l'Usine.

Au total, la somme des flux générés par les opérations et d'investissements représente sur le semestre un décaissement net de -9 M€, contre un encaissement net de +152 M€ au 30 juin 2018.

1.3.2.2 FLUX DE FINANCEMENT

Au 30 juin 2019, les flux de financement hors dettes de location se soldent par un encaissement net de +296 M€ et comprennent :

- ▶ des dividendes versés de -192 M€ dont -172 M€ par Lagardère SCA et -20 M€ versés aux intérêts minoritaires dont -14 M€ chez Lagardère Travel Retail ;
- ▶ une augmentation nette des dettes financières de +518 M€ qui comprend notamment la levée d'un placement privé de droit allemand au format Schuldscheindarlehen de +253 M€ et des émissions de billets de trésorerie pour un montant de +261 M€ ;
- ▶ des intérêts payés pour -34 M€, incluant le paiement des coupons pour -19 M€ de l'emprunt obligataire émis en avril 2016 pour 500 M€ et de l'emprunt obligataire de 300 M€ émis en juin 2017 ;
- ▶ des rachats d'intérêts minoritaires pour -2 M€ chez Lagardère Active ;
- ▶ des achats et ventes de titres d'autocontrôle dans le cadre du contrat de liquidité pour un montant net de +3 M€.

1.3.3 ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'**endettement financier net** est un indicateur alternatif de performance calculé à partir d'éléments issus des comptes consolidés et dont la réconciliation est présentée ci-dessous :

(M€)	30.06.2019	31.12.2018 (*)
Placements financiers et trésorerie	1 042	710
Instruments de couverture affectés à la dette - Actif (**)	7	8
Dettes financières non courantes (***)	(1 302)	(1 019)
Dettes financières courantes	(1 337)	(1 066)
Endettement financier net	(1 590)	(1 367)

(*) Données au 31 décembre 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

(**) Les instruments de couverture affectés à la dette – Actif sont comptabilisés en Autre actifs non courants pour 2 M€ et en Autres actifs courants pour 5 M€ au 30 juin 2019. Au 31 décembre 2018, ils étaient classés à hauteur de 5 M€ en Autres actifs non courants, et de 3 M€ en Autres actifs courants.

(***) Les dettes financières non courantes incluent les instruments de couverture affectés à la dette – Passif pour (4) M€ au 30 juin 2019 contre (1) M€ au 31 décembre 2018.

Les variations des premiers semestres 2019 et 2018 s'analysent comme suit :

(M€)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 (*)
Endettement financier net au 1^{er} janvier	(1 367)	(1 358)
Somme des flux générés par les opérations et d'investissements	(9)	152
Intérêts payés	(34)	(32)
Cession (acquisitions) de titres d'autocontrôle	3	(2)
Cession (acquisitions) d'intérêts minoritaires	(2)	(7)
Dividendes	(192)	(190)
Dettes sur engagements de rachats d'intérêts minoritaires	3	(2)
Mouvements de périmètre	(4)	-
Juste valeur des instruments de couverture affectés à la dette	(4)	(10)
Impact du classement en actifs destinés à être cédés	12	(2)
Incidence des effets de change et divers	4	6
Endettement financier net au 30 juin	(1 590)	(1 445)

(*) Données aux 1^{er} janvier et 30 juin 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés).

1.4 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

Voir note 20 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2019.

1.5 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

1.5.1 CESSION DE MEZZO AUX GROUPES LES ÉCHOS-LE PARISIEN ET CANAL+

Le groupe Lagardère a cédé le 17 juillet 2019, conjointement avec France Télévisions, sa participation dans Mezzo aux groupes Les Échos-Le Parisien et Canal+.

1.6 ACTUALISATION DE LA GUIDANCE 2019

Les résultats du 1^{er} semestre, conformes aux prévisions, ainsi que les perspectives pour le 2nd semestre permettent de confirmer l'objectif de Résop pour l'année 2019 tel que communiqué en mars dernier :

OBJECTIF DE CROISSANCE DE RÉSOP 2019 DU PÉRIMÈTRE D'ACTIVITÉS CIBLE

Pour 2019, le groupe Lagardère prévoit une progression du Résop⁽¹⁾ du périmètre d'activités cible⁽²⁾ comprise entre + 4 % et + 6 % à change constant et hors acquisition de HBF.

PÉRIMÈTRE D'ACTIVITÉS NON CONSERVÉES ⁽³⁾

La contribution au Résop en 2019 à change constant des activités non encore cédées au 13 mars 2019 (qui représentait 78 M€ en 2018) devrait représenter, en année pleine, un montant compris entre 80 et 90 M€, sans que celui-ci ne soit remis en cause par la cession de Mezzo intervenue depuis le 13 mars.

⁽¹⁾ Résultat opérationnel courant (« Résop ») des sociétés intégrées.

⁽²⁾ Lagardère Publishing et Lagardère Travel Retail (activités « core »), ainsi que les Autres activités incluant Lagardère News (*Paris Match*, *Le Journal du Dimanche*, Europe 1, Virgin Radio, RFM, la licence Elle), les activités d'Entertainment, le Corporate Groupe, et le Corporate de Lagardère Active dont les coûts seront éteints d'ici 2020.

⁽³⁾ Le Résop correspondant aux activités cédées entre le 1^{er} janvier et le 24 juillet 2019 est négligeable, la presse ayant été déconsolidée dès le 1^{er} janvier 2019 et les autres actifs représentant un montant non significatif.

Cette page est laissée intentionnellement blanche.



COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS 2019

Compte de résultat consolidé

(M€)		30.06.2019	30.06.2018 (*)	31.12.2018 (*)
Chiffre d'affaires	(Notes 3 et 4)	3 612	3 366	7 258
Produits annexes		40	43	83
Produits des activités ordinaires		3 652	3 409	7 341
Achats et variation de stocks		(1 252)	(1 162)	(2 507)
Charges externes		(995)	(959)	(2 050)
Charges de personnel		(842)	(834)	(1 716)
Amortissements des immobilisations autres que les actifs incorporels liés aux acquisitions		(127)	(89)	(200)
Amortissements des droits d'utilisation	(Note 13)	(259)	(232)	(475)
Amortissements des actifs incorporels et frais liés aux acquisitions		(41)	(34)	(75)
Charges de restructuration	(Note 5)	(12)	(45)	(79)
Plus et moins-values :	(Note 6)			
- Cessions d'actifs		37	205	205
- Gains et pertes sur modifications de contrats de location	(Note 13)	1	(3)	(4)
- Ajustements de valeur liés aux changements de contrôle		-	-	-
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles	(Note 7)	(6)	(13)	(47)
Autres charges	(Note 8)	(24)	(18)	(27)
Autres produits	(Note 9)	26	49	96
Contribution des sociétés mises en équivalence	(Note 14)	-	(5)	3
Résultat avant charges financières et impôts	(Note 3)	158	269	465
Produits financiers	(Note 10)	10	16	20
Charges financières	(Note 10)	(34)	(43)	(79)
Charges d'intérêts sur dettes de location	(Note 13)	(42)	(38)	(77)
Résultat avant impôts		92	204	329
Charge d'impôts	(Note 11)	(20)	(84)	(130)
Résultat net consolidé		72	120	199
Dont part attribuable aux :				
Propriétaires de la société mère du Groupe		52	106	177
Intérêts minoritaires		20	14	22
<i>Résultat net par action - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe</i>				
<i>Résultat net par action de base (en €)</i>	(Note 12)	<i>0,40</i>	<i>0,82</i>	<i>1,36</i>
<i>Résultat net par action dilué (en €)</i>	(Note 12)	<i>0,40</i>	<i>0,80</i>	<i>1,34</i>

(*) Données aux 30 juin et 31 décembre 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

État global des gains et pertes consolidés

(M€)	30.06.2019	30.06.2018 (*)	31.12.2018 (*)
Résultat net consolidé (*) (1)	72	120	199
Écarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	(17)	14	8
Impôts sur les écarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	4	(3)	(2)
Variation de juste valeur des titres non consolidés	-	-	(1)
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt, qui ne seront pas reclassés en résultat net (2)	(13)	11	5
Variation des écarts de conversion	7	24	41
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés :	(15)	(3)	(13)
- Gains et pertes de la période non réalisés et enregistrés en capitaux propres	(16)	(3)	(14)
- Reclassement par transfert des capitaux propres en résultat net	1	-	1
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, nette d'impôt :	-	2	1
- Gains et pertes de la période non réalisés et enregistrés en capitaux propres	-	-	-
- Reclassement par transfert des capitaux propres en résultat net	-	2	1
Écarts de conversion	-	2	1
Écarts d'évaluation	-	-	-
Impôts sur les gains et pertes enregistrés en capitaux propres	3	-	3
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt, qui pourront être reclassés en résultat net (3)	(5)	23	32
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt (2)+(3)	(18)	34	37
Total des gains et pertes consolidés (1)+(2)+(3)	54	154	236
Dont part attribuable aux :			
Propriétaires de la société mère du Groupe	34	138	211
Intérêts minoritaires	20	16	25

(*) Données aux 30 juin et 31 décembre 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

État des flux de trésorerie consolidé

(M€)		30.06.2019	30.06.2018 (*)	31.12.2018 (**)
Résultat net consolidé		72	120	199
Impôts sur le résultat	(Note 11)	20	84	130
Charges financières nettes	(Note 10)	66	65	136
Résultat avant charges financières et impôts		158	269	465
Dotations aux amortissements		425	353	741
Pertes de valeur, dotations aux provisions et autres éléments non monétaires		(21)	23	32
(Gain) perte sur cessions d'actifs		(38)	(200)	(201)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		2	1	5
Résultat des sociétés mises en équivalence	(Note 14)	-	5	(3)
Variation du besoin en fonds de roulement (**)	(Note 15)	(191)	(121)	51
Flux générés par l'activité		335	330	1 090
Impôts payés		(23)	(11)	(77)
Flux opérationnels	(A)	312	319	1 013
Investissements				
- Incorporels et corporels	(Note 3)	(127)	(119)	(270)
- Titres de participation	(Note 3)	(40)	(11)	(337)
- Trésorerie sur entrée de périmètre	(Note 3)	3	1	15
- Autres actifs non courants	(Note 3)	(14)	(8)	(18)
Total investissements	(B)	(178)	(137)	(610)
Cessions ou diminutions de l'actif immobilisé				
Prix de vente des immobilisations cédées				
- Incorporelles et corporelles	(Note 3)	27	202	258
- Titres de participation	(Note 3)	114	16	113
- Trésorerie sur sortie de périmètre	(Note 3)	(21)	-	21
Diminution des autres actifs non courants	(Note 3)	4	3	9
Total cessions	(C)	124	221	401
Intérêts encaissés	(D)	4	4	5
Flux d'investissements	(F)=(B)+(C)+(D)	(50)	88	(204)
Somme des flux opérationnels et d'investissements	(G)=(A) + (F)	262	407	809
Opérations sur les capitaux propres				
- Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales		4	-	1
- (Acquisitions) cessions d'actions d'autocontrôle		3	(2)	(4)
- (Acquisitions) cessions d'intérêts minoritaires		(2)	(7)	(7)
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère (***)		(172)	(171)	(171)
- Dividendes versés aux intérêts minoritaires		(20)	(19)	(27)
Total des opérations sur les capitaux propres	(H)	(187)	(199)	(208)
Mouvements financiers				
- Augmentation des dettes financières	(Note 16.1)	524	170	208
- Diminution des dettes financières		(7)	-	-
Total des mouvements des dettes financières	(I)	517	170	208
Intérêts payés	(J)	(34)	(32)	(57)
Diminution des dettes de location	(Note 13) - (J)	(231)	(217)	(455)
Intérêts sur dettes de location	(Note 13) - (J)	(40)	(38)	(77)
Flux de financement	(K)=(H)+(I)+(J)	25	(316)	(589)
Autres mouvements				
- Différences de conversion sur la trésorerie		(1)	(5)	(4)
- Autres éléments		12	(6)	(33)
Total des autres mouvements	(L)	11	(11)	(37)
Variation de trésorerie	(M)=(G)+(K)+(L)	298	80	183
Trésorerie début de période		660	477	477
Trésorerie fin de période	(Note 15)	958	557	660

(*) Données aux 30 juin et 31 décembre 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

(**) Dont variation du besoin en fonds de roulement des dettes de location ; (18) M€ dont (16) M€ au titre des contrats de concession au 30 juin 2019, contre (10) M€ et (8) M€ au 30 juin 2018, respectivement.

(***) y compris quote-part du résultat versé aux associés commandités.

Bilan consolidé

ACTIF (M€)		30.06.2019	31.12.2018 (*)	01.01.2018 (*)
Immobilisations incorporelles		1 151	1 196	1 058
Écarts d'acquisition		1 626	1 624	1 809
Droits d'utilisation	(Note 13)	2 521	2 552	2 378
Immobilisations corporelles		776	794	724
Titres mis en équivalence	(Note 14)	68	70	121
Autres actifs non courants		221	196	210
Impôts différés - Actif		230	215	248
Actifs non courants		6 593	6 647	6 548
Stocks et en-cours		629	566	583
Créances clients et comptes rattachés		1 267	1 294	1 414
Autres actifs courants		845	872	934
Placements financiers		-	-	-
Trésorerie	(Note 15)	1 042	710	546
Actifs courants		3 783	3 442	3 477
Actifs destinés à être cédés	(Note 2.2)	454	701	6
Total Actif		10 830	10 790	10 031

(*) Données aux 1^{er} janvier et 31 décembre 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

Bilan consolidé

PASSIF (M€)		30.06.2019	31.12.2018 (*)	01.01.2018 (*)
Capital social		800	800	800
Primes et réserves		734	737	699
Résultat de la période (part du Groupe)		52	177	164
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe		1 586	1 714	1 663
Intérêts minoritaires	(Note 17)	152	154	137
Capitaux propres		1 738	1 868	1 800
Provisions pour retraites et obligations assimilées		140	135	163
Provisions pour risques et charges non courantes		165	190	220
Dettes financières non courantes	(Note 16)	1 302	1 020	1 555
Dettes de location non courantes	(Note 13)	2 263	2 283	2 115
Autres passifs non courants		220	237	120
Impôts différés - Passif		252	244	231
Passifs non courants		4 342	4 109	4 404
Provisions pour risques et charges courantes		131	146	147
Dettes financières courantes	(Note 16)	1 337	1 065	370
Dettes de location courantes	(Note 13)	474	458	431
Fournisseurs et comptes rattachés		1 209	1 188	1 364
Autres passifs courants		1 391	1 541	1 515
Passifs courants		4 542	4 398	3 827
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	(Note 2.2)	208	415	-
Total Passif		10 830	10 790	10 031

(*) Données aux 1^{er} janvier et 31 décembre 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

État des variations des capitaux propres consolidés

(M€)	Capital social	Primes d'émission	Autres réserves	Actions propres	Écarts de conversion	Écarts d'évaluation	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2017	800	34	1 122	(92)	(82)	3	1 785	139	1 924
Impact de la première application de IFRS 9 ^(c)	-	-	(8)	-	-	-	(8)	-	(8)
Impact de la première application de IFRS 16 ^(c)	-	-	(117)	-	3	-	(114)	(2)	(116)
Solde au 1^{er} janvier 2018	800	34	997	(92)	(79)	3	1 663	137	1 800
Résultat net de la période	-	-	106	-	-	-	106	14	120
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres ^(a)	-	-	11	-	24	(3)	32	2	34
Total des gains et pertes consolidés de la période	-	-	117	-	24	(3)	138	16	154
Distribution de dividendes	-	-	(171)	-	-	-	(171)	(19)	(190)
Réduction de capital de la société mère ^(b)	-	(9)	(3)	12	-	-	-	-	-
Augmentation de capital attribuable aux intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des actions propres	-	-	-	(2)	-	-	(2)	-	(2)
Rémunérations sur base d'actions	-	-	7	-	-	-	7	-	7
Incidence des transactions avec les intérêts minoritaires	-	-	1	-	-	-	1	(5)	(4)
Variation de périmètre et autres	-	-	(4)	-	-	-	(4)	-	(4)
Solde au 30 juin 2018	800	25	944	(82)	(55)	-	1 632	129	1 761
Solde au 31 décembre 2018	800	23	1 153	(81)	(43)	(7)	1 845	156	2 001
Impact de la première application de IFRS 16 ^(c)	-	-	(131)	-	-	-	(131)	(2)	(133)
Solde au 31 décembre 2018 retraité	800	23	1 022	(81)	(43)	(7)	1 714	154	1 868
Résultat net de la période	-	-	52	-	-	-	52	20	72
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres ^(a)	-	-	(13)	-	7	(12)	(18)	-	(18)
Total des gains et pertes consolidés de la période	-	-	39	-	7	(12)	34	20	54
Distribution de dividendes	-	-	(172)	-	-	-	(172)	(20)	(192)
Réduction de capital de la société mère ^(b)	-	(14)	(1)	15	-	-	-	-	-
Augmentation de capital attribuable aux intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	4	4
Variation des actions propres	-	-	-	3	-	-	3	-	3
Rémunérations sur base d'actions	-	-	6	-	-	-	6	-	6
Incidence des transactions avec les intérêts minoritaires	-	-	(2)	-	-	-	(2)	-	(2)
Variation de périmètre et autres	-	-	-	-	3	-	3	(6)	(3)
Solde au 30 juin 2019	800	9	892	(63)	(33)	(19)	1 586	152	1 738

(a) Détail en note 17 de l'annexe aux comptes consolidés.

(b) Augmentation de capital réalisée par incorporation de réserves et réduction de capital réalisée par annulation d'actions propres.

(c) Données au 1^{er} janvier 2018 retraitées du fait de l'application d'IFRS 9 et d'IFRS 16.

SOMMAIRE DES NOTES

NOTE 1	Principes comptables	28
NOTE 2	Principales variations du périmètre de consolidation	40
NOTE 3	Informations par branche d'activité	43
NOTE 4	Chiffre d'affaires.....	49
NOTE 5	Charges de restructuration	50
NOTE 6	Plus et moins-values	50
NOTE 7	Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles	51
NOTE 8	Autres charges des activités	51
NOTE 9	Autres produits des activités.....	52
NOTE 10	Charges financières nettes.....	53
NOTE 11	Impôt sur les résultats	53
NOTE 12	Résultat net par action.....	54
NOTE 13	Contrats de location.....	55
NOTE 14	Titres mis en équivalence.....	58
NOTE 15	Trésorerie	60
NOTE 16	Dettes financières.....	61
NOTE 17	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	63
NOTE 18	Obligations contractuelles et engagements hors bilan.....	64
NOTE 19	Litiges en cours.....	65
NOTE 20	Parties liées	65
NOTE 21	Événements postérieurs à la clôture.....	65

ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2019

(Tous les chiffres sont exprimés en millions d'euros)

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2019 sont préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent pas en notes annexes l'ensemble des informations requises pour la présentation des comptes annuels. Ces états financiers condensés doivent donc être lus en lien avec les états financiers consolidés annuels publiés de l'exercice 2018.

Les nouvelles normes et/ou amendements aux normes IFRS adoptés par l'Union européenne, qui sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 sont les suivants :

- ▶ IFRS 16 – Contrats de location : le Groupe a opté pour l'application rétrospective complète de cette norme. Les impacts et les modalités de transition liés à l'application d'IFRS 16 sont présentés en note 1.1.
- ▶ IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux : clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 – Impôts sur le résultat, concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat. Le Groupe applique IFRIC 23 au 1^{er} janvier 2019, et à ce titre, les provisions pour risques fiscaux ont été reclassées en dettes d'impôts au sein des autres passifs courants à cette date pour un montant de 19 M€.
- ▶ Amendement d'IAS 28 – Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises.
- ▶ Amendement d'IAS 19 – Modification, réduction ou liquidation d'un régime.
- ▶ Améliorations annuelles des IFRS – cycle 2015-2017.

L'application d'IFRS 16 engendre la modification des règles comptables et méthodes d'évaluation telles que décrites en note 3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018. Elles sont présentées en note 1.2.

Les autres textes d'applications obligatoires dans l'Union européenne au 1^{er} janvier 2019 sont sans impact sur les comptes du Groupe.

Les nouvelles normes et amendements publiés par l'IASB au 30 juin 2019, non encore adoptés par l'Union européenne et qui seront d'application postérieure à 2019, sont :

- ▶ Amendement d'IFRS 3 – Définition d'une activité ;
- ▶ Amendements d'IAS 1 et IAS 8 – Définition de la matérialité ;
- ▶ Amendements du cadre conceptuel des IFRS.

Les états financiers condensés présentés ont été arrêtés le 24 juillet 2019 par la Gérance de la société Lagardère SCA.

1.1 PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 16

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019 et remplace la norme IAS 17, et les interprétations liées. Le Groupe a opté pour la méthode de transition rétrospective complète au 1^{er} janvier 2019. Chaque période comparative présentée a donc été retraitée conformément à IAS 8 – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs.

Comme précisé dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018, la norme IFRS 16 élimine la distinction entre contrat de location financement et contrat de location simple, et conduit pour tous les contrats de location à reconnaître au bilan du preneur une dette de location constituée des engagements de loyers actualisés incluant notamment les loyers fixes et les minima garantis du Travel Retail en contrepartie d'un droit d'utilisation des actifs loués (surfaces commerciales, immobilier de bureau...).

Au compte de résultat, seule la charge fixe de loyer, qui comprend notamment les minima garantis des contrats de concession, est annulée, et remplacée par une charge d'amortissement linéaire et une charge d'intérêt décroissante dans le temps. Ainsi, l'effet sur le résultat net est négatif en début de contrat puis positif en fin de contrat. Sur la durée du contrat, l'effet cumulé est nul au compte de résultat à l'exception des gains et pertes sur modifications de contrats.

Dans l'état des flux de trésorerie consolidé, la part fixe du paiement du loyer, auparavant incluse dans les flux opérationnels, est présentée au sein des flux de financement en tant que remboursement de la dette de location et des intérêts associés. La part variable du loyer reste quant à elle incluse dans les flux opérationnels. Aucun impact sur la variation de trésorerie nette n'est engendré par IFRS 16.

Évolution des définitions des indicateurs alternatifs de performance du Groupe

L'application mécanique de la norme IFRS 16 engendrerait des augmentations du résultat opérationnel courant des sociétés intégrées (Résop) et du Free cash-flow.

Plus spécifiquement, dans l'activité du Travel Retail, les redevances payées aux concédants sont soit variables, soit fixes, soit variables avec minimum garanti. L'application d'IFRS 16 à ces contrats crée une distorsion dans la lecture de la performance de la branche en ne s'appliquant qu'à la part fixe du loyer, déconnectant les états financiers du suivi opérationnel.

Afin de conserver un indicateur pertinent qui reflète l'économie de ces contrats, le Groupe a décidé de neutraliser l'effet d'IFRS 16 sur le Résop pour les contrats de concession uniquement. La charge de loyer fixe constituée du paiement des dettes de location (principal et intérêts) et de la variation du besoin en fonds de roulement associée est réintégrée, l'amortissement du droit d'utilisation correspondant est annulé (cf. nouvelle définition en note 1.2.2). De même, le résultat net ajusté – part du Groupe est retraité de façon identique.

En ce qui concerne les autres actifs loués, le Groupe contracte quasi-exclusivement des contrats de location simple. L'ensemble des dettes de locations afférentes à ces contrats et aux contrats de concessions n'a pas la même nature qu'une dette bancaire ou obligataire, et à ce titre, ne sera pas inclus dans l'Endettement net.

En conséquence, les flux associés aux remboursements des dettes de locations seront considérés comme opérationnels, et non liés au financement, pour le calcul du Free cash-flow.

Les indicateurs alternatifs de performance du Groupe doivent être en ligne avec le modèle économique et sa dynamique pour permettre le suivi et le pilotage de la performance dans le reporting interne ainsi que dans la communication financière. Les indicateurs actuels sont donc maintenus mais leur définition est adaptée afin de neutraliser l'effet purement comptable de la norme, notamment dans l'activité Travel Retail.

Les nouvelles définitions des indicateurs alternatifs de performance du Groupe sont présentées en note 1.2 ci-dessous.

Impacts sur les comptes 2018 retraités

Les impacts sur les états financiers de l'entrée en vigueur de la norme IFRS 16 sont détaillés ci-dessous :

Impacts sur le compte de résultat au 30 juin 2018

(M€)	30.06.2018 publié	Application d'IFRS 16	30.06.2018 retraité
Chiffre d'affaires	3 366	-	3 366
Produits annexes	43	-	43
Produits des activités ordinaires	3 409	-	3 409
Achats et variation de stocks	(1 162)	-	(1 162)
Charges externes	(1 220)	261	(959)
Charges de personnel	(834)	-	(834)
Amortissements des immobilisations autres que les actifs incorporels liés aux acquisitions	(90)	1	(89)
Amortissements des droits d'utilisation d'actifs		(232)	(232)
Amortissements des actifs incorporels et frais liés aux acquisitions	(34)	-	(34)
Charges de restructuration	(45)	-	(45)
Plus et moins-values :	-	-	-
- Cessions d'actifs	205	-	205
- Gains et pertes sur modifications de contrats de location		(3)	(3)
- Ajustements de valeur liés aux changements de contrôle	-	-	-
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles	(13)	-	(13)
Autres charges	(18)	-	(18)
Autres produits	49	-	49
Contribution des sociétés mises en équivalence	(4)	(1)	(5)
Résultat avant charges financières et impôts	243	26	269
Produits financiers	16	-	16
Charges financières	(41)	(2)	(43)
Charges d'intérêts sur dettes de location		(38)	(38)
Résultat avant impôts	218	(14)	204
Charge d'impôts	(86)	2	(84)
Résultat net consolidé	132	(12)	120
Dont part attribuable aux :			
Propriétaires de la société mère du Groupe	119	(13)	106
Intérêts minoritaires	13	1	14

Le résultat avant charges financières et impôts augmente de 26 M€ au 30 juin 2018, dont 18 M€ au titre des contrats de concessions et 8 M€ au titre des contrats immobiliers et autres. Les charges d'intérêts sur dettes de location s'élèvent à 38 M€, dont 29 M€ au titre des contrats de concessions et 9 M€ au titre des contrats immobiliers et autres.

Le résultat opérationnel courant des sociétés intégrées (Résop) augmente de 7 M€ au 30 juin 2018.

Impacts sur le compte de résultat au 31 décembre 2018

(M€)	31.12.2018 publié	Application d'IFRS 16	31.12.2018 retraité
Chiffre d'affaires	7 258	-	7 258
Produits annexes	83	-	83
Produits des activités ordinaires	7 341	-	7 341
Achats et variation de stocks	(2 507)	-	(2 507)
Charges externes	(2 584)	534	(2 050)
Charges de personnel	(1 716)	-	(1 716)
Amortissements des immobilisations autres que les actifs incorporels liés aux acquisitions	(202)	2	(200)
Amortissements des droits d'utilisation d'actifs		(475)	(475)
Amortissements des actifs incorporels et frais liés aux acquisitions	(75)	-	(75)
Charges de restructuration	(79)	-	(79)
Plus et moins-values :	-	-	-
- Cessions d'actifs	205	-	205
- Gains et pertes sur modifications de contrats de location		(4)	(4)
- Ajustements de valeur liés aux changements de contrôle	-	-	-
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles	(47)	-	(47)
Autres charges	(27)	-	(27)
Autres produits	96	-	96
Contribution des sociétés mises en équivalence	4	(1)	3
Résultat avant charges financières et impôts	409	56	465
Produits financiers	20	-	20
Charges financières	(79)	-	(79)
Charges d'intérêts sur dettes de location		(77)	(77)
Résultat avant impôts	350	(21)	329
Charge d'impôts	(134)	4	(130)
Résultat net consolidé	216	(17)	199
Dont part attribuable aux :			
Propriétaires de la société mère du Groupe	194	(17)	177
Intérêts minoritaires	22	-	22

Le résultat avant charges financières et impôts augmente de 56 M€ au 31 décembre 2018, dont 40 M€ au titre des contrats de concessions et 16 M€ au titre des contrats immobiliers et autres. Les charges d'intérêts sur dettes de location s'élèvent à 77 M€, dont 58 M€ au titre des contrats de concessions et 19 M€ au titre des contrats immobiliers et autres.

Le résultat opérationnel courant des sociétés intégrées (Résop) augmente de 16 M€ au 31 décembre 2018.

Impacts sur le bilan au 1^{er} janvier 2018

ACTIF (M€)	31.12.2017 publié	Application d'IFRS 9	Application d'IFRS 16	01.01.2018 retraité
Immobilisations incorporelles	1 058	-	-	1 058
Écarts d'acquisition	1 809	-	-	1 809
Droits d'utilisation	-	-	2 378	2 378
Immobilisations corporelles	733	-	(9)	724
Titres mis en équivalence	123	-	(2)	121
Autres actifs non courants	219	(9)	-	210
Impôts différés - Actif	206	3	39	248
Actifs non courants	4 148	(6)	2 406	6 548
Stocks et en-cours	583	-	-	583
Créances clients et comptes rattachés	1 418	(2)	(2)	1 414
Autres actifs courants	943	-	(9)	934
Trésorerie	546	-	-	546
Actifs courants	3 490	(2)	(11)	3 477
Actifs destinés à être cédés	6	-	-	6
Total Actif	7 644	(8)	2 395	10 031

PASSIF (M€)	31.12.2017 publié	Application d'IFRS 9	Application d'IFRS 16	01.01.2018 retraité
Capital social	800	-	-	800
Primes et réserves	809	(8)	(102)	699
Résultat de la période (part du Groupe)	176	-	(12)	164
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	1 785	(8)	(114)	1 663
Intérêts minoritaires	139	-	(2)	137
Capitaux propres	1 924	(8)	(116)	1 800
Provisions pour retraites et obligations assimilées	163	-	-	163
Provisions pour risques et charges non courantes	220	-	-	220
Dettes financières non courantes	1 560	-	(5)	1 555
Dettes de location non courantes	-	-	2 115	2 115
Autres passifs non courants	120	-	-	120
Impôts différés - Passif	234	-	(3)	231
Passifs non courants	2 297	-	2 107	4 404
Provisions pour risques et charges courantes	147	-	-	147
Dettes financières courantes	375	-	(5)	370
Dettes de location courantes	-	-	431	431
Fournisseurs et comptes rattachés	1 386	-	(22)	1 364
Autres passifs courants	1 515	-	-	1 515
Passifs courants	3 423	-	404	3 827
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	-	-	-	-
Total Passif et Capitaux propres	7 644	(8)	2 395	10 031

Impacts sur le bilan au 31 décembre 2018

ACTIF (M€)	31.12.2018 publié	Application d'IFRS 16	31.12.2018 retraité
Immobilisations incorporelles	1 196	-	1 196
Écarts d'acquisition	1 624	-	1 624
Droits d'utilisation	-	2 552	2 552
Immobilisations corporelles	800	(6)	794
Titres mis en équivalence	73	(3)	70
Autres actifs non courants	196	-	196
Impôts différés - Actif	176	39	215
Actifs non courants	4 065	2 582	6 647
Stocks et en-cours	566	-	566
Créances clients et comptes rattachés	1 296	(2)	1 294
Autres actifs courants	883	(11)	872
Trésorerie	710	-	710
Actifs courants	3 455	(13)	3 442
Actifs destinés à être cédés	699	2	701
Total Actif	8 219	2 571	10 790

PASSIF (M€)	31.12.2018 publié	Application d'IFRS 16	31.12.2018 retraité
Capital social	800	-	800
Primes et réserves	851	(114)	737
Résultat de la période (part du Groupe)	194	(17)	177
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	1 845	(131)	1 714
Intérêts minoritaires	156	(2)	154
Capitaux propres	2 001	(133)	1 868
Provisions pour retraites et obligations assimilées	135	-	135
Provisions pour risques et charges non courantes	190	-	190
Dettes financières non courantes	1 024	(4)	1 020
Dettes de location non courantes	-	2 283	2 283
Autres passifs non courants	237	-	237
Impôts différés - Passif	248	(4)	244
Passifs non courants	1 834	2 275	4 109
Provisions pour risques et charges courantes	146	-	146
Dettes financières courantes	1 069	(4)	1 065
Dettes de location courantes	-	458	458
Fournisseurs et comptes rattachés	1 215	(27)	1 188
Autres passifs courants	1 541	-	1 541
Passifs courants	3 971	427	4 398
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	413	2	415
Total Passif et Capitaux propres	8 219	2 571	10 790

Impacts sur l'état des flux de trésorerie consolidé au 30 juin 2018

(M€)	30.06.2018 publié	Application d'IFRS 16	30.06.2018 retraité
Résultat net consolidé	132	(12)	120
Impôts sur le résultat	86	(2)	84
Charges financières nettes	25	40	65
Résultat avant charges financières et impôts	243	26	269
Dotations aux amortissements	122	231	353
(Gain) perte sur cessions d'actifs	(205)	5	(200)
Résultat des sociétés mises en équivalence	4	1	5
Variation du besoin en fonds de roulement	(112)	(9)	(121)
Autres éléments des flux générés par l'activité	25	(1)	24
Flux générés par l'activité	77	253	330
Impôts payés	(11)	-	(11)
Flux opérationnels	66	253	319
Flux d'investissements	88	-	88
Somme des flux opérationnels et d'investissements	154	253	407
Flux de financement	(63)	(253)	(316)
Total des autres mouvements	(11)	-	(11)
Variation de trésorerie	80	-	80
Trésorerie début de période	477	-	477
Trésorerie fin de période	557	-	557

Impacts sur l'état des flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2018

(M€)	31.12.2018 publié	Application d'IFRS 16	31.12.2018 retraité
Résultat net consolidé	216	(17)	199
Impôts sur le résultat	134	(4)	130
Charges financières nettes	59	77	136
Résultat avant charges financières et impôts	409	56	465
Dotations aux amortissements	268	473	741
(Gain) perte sur cessions d'actifs	(205)	4	(201)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(4)	1	(3)
Variation du besoin en fonds de roulement	55	(4)	51
Autres éléments des flux générés par l'activité	37	-	37
Flux générés par l'activité	560	530	1 090
Impôts payés	(77)	-	(77)
Flux opérationnels	483	530	1 013
Flux d'investissements	(204)	-	(204)
Somme des flux opérationnels et d'investissements	279	530	809
Flux de financement	(59)	(530)	(589)
Total des autres mouvements	(37)	-	(37)
Variation de trésorerie	183	-	183
Trésorerie début de période	477	-	477
Trésorerie fin de période	660	-	660

1.2 MODIFICATION DES RÈGLES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

À l'exception des mentions ci-après, les méthodes comptables retenues pour les présents états financiers intermédiaires sont les mêmes que celles qui étaient appliquées aux états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice 2018, telles que décrites en note 3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018.

Les changements de méthodes comptables suivants devront également concerner les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2019.

1.2.1 CONTRATS DE LOCATION

(remplace la note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018)

La norme IFRS 16 élimine la distinction entre contrat de location financement et contrat de location simple. Elle conduit à reconnaître au bilan du preneur une dette de location constituée des engagements de loyers actualisés incluant les loyers fixes et les minima garantis du Travel Retail en contrepartie d'un droit d'utilisation des actifs loués (surfaces commerciales, immobilier de bureau...).

Les principaux contrats de location au sein du Groupe correspondent aux contrats de concession en zones de transport et hôpitaux, ainsi que dans une moindre mesure, aux contrats de location immobilière. Les véhicules et équipements constituent une part peu significative des actifs loués.

Le Groupe a décidé de ne pas retraiter les contrats dont la durée initiale est inférieure à 12 mois, ainsi que ceux portant sur la location d'actifs de faible valeur.

De plus, le Groupe est amené à sous-louer des surfaces commerciales ou des surfaces de bureaux, au travers de contrats de location simples, et agit en tant que bailleur. Les produits de sous-location associés sont maintenus en autres produits.

Spécificités des contrats de concessions de l'activité Travel Retail

Dans le cadre de son exploitation courante, Lagardère Travel Retail conclut des contrats avec des concédants (aéroports, gares, hôpitaux...). Ils permettent au concessionnaire d'accéder à un flux de passagers et au chiffre d'affaires qui en résulte, en contrepartie du paiement de redevances au titre de la mise à disposition des surfaces commerciales et du droit d'exploiter. Elles peuvent être soit fixes, soit variables, soit variables avec un minimum garanti. Ces redevances peuvent être renégociées avec le concédant en cas de modifications des conditions économiques du contrat ou d'évolutions réglementaires.

Les formules de calcul des redevances variables sont généralement assises sur un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par catégorie de produits, et/ou sur l'évolution du flux de passagers, et/ou encore sur l'évolution d'indices externes variés, dont l'inflation.

Le minimum garanti peut quant à lui être fixé dans le contrat, et/ou calculé à partir d'un pourcentage minimum des redevances de l'année précédente pouvant inclure un montant plancher. Il est alors considéré comme fixe en substance, car même si sa forme comporte une variabilité, il est inévitable.

Évaluation du droit d'utilisation et de la dette de location

La dette de location et le droit d'utilisation sont égaux au début du contrat de location, ajustés le cas échéant des :

- ▶ Paiements d'avance : comptabilisés en augmentation du droit d'utilisation ;
- ▶ Avantages consentis par les bailleurs : comptabilisés en déduction du droit d'utilisation ;
- ▶ Coûts directs initiaux engagés pour l'obtention du contrat : comptabilisés en augmentation du droit d'utilisation ;

- Pénalités à verser au titre des options de résiliation anticipées ou de non renouvellement, si leur exercice est raisonnablement certain : comptabilisées en augmentation de la dette de location.

Le droit d'utilisation est ensuite amorti linéairement jusqu'à la date raisonnablement certaine de fin du contrat. Dans le cas où le transfert de la propriété de l'actif loué intervient à l'issue du contrat, ou qu'une option d'achat est à la main du preneur, la durée d'amortissement correspond à la durée d'utilité de l'actif sous-jacent.

La dette de location est évaluée et comptabilisée au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les différences temporaires liées au droit d'utilisation et à la dette de location engendrent la constatation d'impôts différés.

La détermination de la durée raisonnablement certaine de fin des contrats de location, permettant d'obtenir la durée du contrat, est appréciée par les directions locales, contrat par contrat, et fait l'objet d'une révision à chaque arrêté comptable. Dans le cas des contrats de concession, qui constituent l'essentiel des contrats de location du Groupe, la durée est fixée par le concédant. Les clauses d'extensions de durées ne sont généralement pas à la main du preneur. De même, la plupart des renouvellements est réalisée par appel d'offres.

Les taux d'actualisation retenus, calculés au commencement de chaque contrat, tiennent compte de la structure centralisée de financement du Groupe et ont été adaptés à l'environnement économique spécifique du pays de l'entité. Ils sont construits, pour les taux en euros, à partir de la courbe des taux swap euro à laquelle est ajoutée la composante financement. Pour les taux appliqués à des contrats en devises, ils sont construits à partir de la courbe de taux de swap de la devise à laquelle est ajoutée la composante financement dans la même devise. Pour chaque contrat, le taux appliqué tient compte du profil de paiement des loyers.

Modifications et réestimations de contrats

En cas de diminution de la durée d'un contrat ou de la surface louée, le droit d'utilisation d'actif et la dette de location sont réduits de la même proportion, en contrepartie d'un gain ou d'une perte sur modification de contrat au compte de résultat. La dette de location résiduelle est ensuite ajustée en contrepartie du droit d'utilisation, après actualisation au nouveau taux du jour de la modification.

Les augmentations de durée ou de surface louée ne génèrent quant à elles pas de gains ou pertes sur modifications de contrats, mais une réévaluation de la dette de location en utilisant le nouveau taux d'actualisation du jour de la modification.

Enfin les changements de montant de loyer, prévus au contrat, sans ajustements de surfaces ou de durée, entraîneront une réévaluation de la dette de loyer sans révision du taux d'actualisation en contrepartie du droit d'utilisation.

Présentation au compte de résultat et dans l'état des flux de trésorerie

Au compte de résultat, la charge d'amortissement des droits d'utilisation, les gains et pertes sur modifications de contrats, ainsi que les charges d'intérêt sur dettes de location font l'objet de lignes distinctes. La part variable des loyers, ainsi que les charges de loyers au titre des contrats dont la durée est inférieure à 12 mois ou portant sur des actifs de faible valeur sont maintenus au compte de résultat en charges externes.

L'effet sur le résultat net est négatif en début de contrat puis positif en fin de contrat. L'effet cumulé sur la durée du contrat est nul au compte de résultat à l'exception des gains et pertes sur modifications de contrats.

Dans l'état des flux de trésorerie consolidé, la part fixe du paiement du loyer, auparavant incluse dans les flux opérationnels, sera présentée au sein des flux de financement en tant que remboursement de la

dette de location et des intérêts associés. La part variable du loyer reste quant à elle incluse dans les flux opérationnels. Aucun impact sur la variation de trésorerie nette n'est engendré par IFRS 16.

1.2.2 INDICATEURS UTILISÉS POUR MESURER LA PERFORMANCE DU GROUPE

(remplace la note 3.3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018)

Lagardère utilise des indicateurs alternatifs de performance qui constituent les indicateurs clés de la mesure de la performance opérationnelle et financière du Groupe. Ils sont suivis par le comité exécutif pour évaluer la performance et conduire les activités, ainsi que par les investisseurs pour suivre la performance opérationnelle, en complément des agrégats financiers définis par l'IASB. Ces indicateurs sont calculés à partir d'éléments issus des états financiers consolidés en IFRS et sont réconciliés soit dans le présent document, soit dans les autres documents dans lesquels ils sont présentés.

Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées (Résop)

Le Groupe utilise comme indicateur de performance le résultat opérationnel courant des sociétés intégrées (Résop) qui se calcule de la façon suivante à partir du résultat avant charges financières et impôts :

Résultat avant charges financières et impôts

Éléments à exclure :

- ▶ Plus ou moins-values de cession d'actifs
- ▶ Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles, incorporelles et titres mis en équivalence
- ▶ Charges nettes de restructuration
- ▶ Éléments liés aux regroupements d'entreprises :
 - Frais liés aux acquisitions
 - Profits et pertes découlant des ajustements de prix d'acquisition et des ajustements de valeur liés aux changements de contrôle
 - Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions
- ▶ Éléments liés aux contrats de location :
 - Exclusion des gains et pertes sur modification de contrats
 - Exclusion des amortissements des droits d'utilisation des contrats de concessions
 - Ajout de la diminution des dettes de location des contrats de concessions
 - Ajout des Intérêts payés sur dettes de location des contrats de concessions
 - Ajout de la variation du besoin en fonds de roulement des dettes de location des contrats de concessions
- ▶ Litiges majeurs spécifiques non liés à la performance opérationnelle

= Résultat opérationnel courant

Moins :

- ▶ Contribution des sociétés mises en équivalence avant pertes de valeur

= Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées (Résop)

Dans l'activité du Travel Retail, les redevances payées aux concédants sont soit variables, soit fixes, soit variables avec minimum garanti. L'application d'IFRS 16 à ces contrats crée une distorsion dans la lecture de la performance de la branche en ne s'appliquant qu'à la part fixe du loyer, déconnectant les états financiers du suivi opérationnel. Afin de conserver un indicateur pertinent qui reflète l'économie de ces contrats, le Groupe a décidé de neutraliser l'effet d'IFRS 16 sur le Résop pour les contrats de concession uniquement.

Le résultat publié avant charges financières et impôts comporte des amortissements afférents à certains actifs incorporels, à durée de vie déterminée, créés par affectation du prix d'acquisition des regroupements d'entreprises. Le Groupe a décidé de neutraliser ces éléments dans le calcul du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel courant des sociétés intégrées afin d'éliminer, dans la mesure de la performance, des amortissements comptables sans incidence sur la trésorerie générée par les activités acquises.

L'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2010 des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées sur les regroupements d'entreprises a eu pour conséquence l'inscription au compte de résultat d'éléments antérieurement imputés sur l'écart d'acquisition : les frais liés aux acquisitions et les variations de dettes représentatives de clauses d'ajustement de prix lorsque celles-ci interviennent au-delà des 12 mois qui suivent la date d'acquisition. Ces éléments sont exclus du calcul du résultat opérationnel courant.

Le rapprochement entre le résultat opérationnel courant des sociétés intégrées et le résultat avant charges financières et impôts est présenté en note 3.

Chiffre d'affaires à données comparables

Le chiffre d'affaires à données comparables est utilisé par le Groupe pour analyser la variation du chiffre d'affaires hors effets périmètre et change.

La variation du chiffre d'affaires à périmètre et change comparables est calculée par comparaison entre :

- ▶ le chiffre d'affaires de l'exercice retraité des entrées du périmètre de consolidation et le chiffre d'affaires de l'exercice précédent retraité des sorties du périmètre de consolidation intervenues pendant l'exercice ;
- ▶ le chiffre d'affaires de l'exercice précédent et le chiffre d'affaires de l'exercice, retraités sur la base des taux de change applicables l'exercice précédent.

Le périmètre de consolidation s'entend comme étant l'ensemble des sociétés consolidées par intégration globale. Les entrées de périmètre correspondent aux regroupements d'entreprises (titres de participation ou activités acquises), et les sorties de périmètre correspondent aux pertes de contrôle (cessions de titres de participation ou d'activités entraînant l'arrêt de la consolidation par intégration globale).

Le chiffre d'affaires à données comparables est présenté en note 4.

Free cash-flow

Le Free cash-flow est calculé en ajoutant aux flux générés par l'activité : les impôts payés, les flux de diminution des dettes de location et d'intérêts sur dettes de location, ainsi que les flux nets de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles.

Le rapprochement entre les flux générés par l'activité et le Free cash-flow est présenté en note 3.

L'ensemble des dettes de locations n'a pas la même nature qu'une dette bancaire ou obligataire, et à ce titre, ne sera pas inclus dans l'Endettement net. En conséquence, les flux associés aux remboursements des dettes de locations seront considérés comme opérationnels, et non liés au financement, pour le calcul du Free cash-flow.

Endettement net

L'endettement net est calculé en additionnant les éléments suivants :

- ▶ Placements financiers et trésorerie
- ▶ Instruments de couverture affectés à la dette
- ▶ Dettes financières non courantes
- ▶ Dettes financières courantes

= Endettement net

Comme indiqué en note 1.2.1, la norme IFRS 16 élimine la distinction entre contrat de location financement et contrat de location simple. Par conséquent, les dettes liées aux contrats de location financement sont désormais exclues des dettes financières et intégrées dans les dettes de location.

Le rapprochement entre les positions au bilan et l'endettement net est présenté en note 16.

NOTE 2 PRINCIPALES VARIATIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 OPÉRATIONS DU PREMIER SEMESTRE 2019

Les principales variations de périmètre intervenues au cours du premier semestre 2019 sont les suivantes :

Lagardère Publishing

- ▶ Acquisition en février 2019 de Gigamic, éditeur français de jeux de société par Hachette Livre.

Lagardère Sports and Entertainment

- ▶ Cession en mars 2019 de la participation de 60% dans la société SIIIS Développement, réseau de salles de sports dont L'Usine à Paris.

Lagardère Active

- ▶ Cession le 31 janvier 2019 du site Boursier.com ainsi que des activités de vente de contenus financiers et de publishing, initialement détenus par la filiale Newsweb de Lagardère Active, au groupe Les Échos-Le Parisien.
- ▶ Cession le 7 février 2019, de la participation de 20% détenue par LARI au capital de la société Jacaranda FM Proprietary Limited, editrice de Jacaranda FM, 1^{re} radio privée d'Afrique du Sud, au groupe Kagiso Media.
- ▶ Cession le 14 février 2019, des actifs Presse Magazine France suivants par Lagardère Active à Czech Media Invest : *Elle* et ses déclinaisons, *Version Femina*, *Art & Décoration*, *Télé 7 Jours* et ses déclinaisons, *France Dimanche*, *Ici Paris* et *Public*.
- ▶ Cession le 28 février 2019 de Billetreduc.com au groupe Fnac Darty.
- ▶ Cession le 28 février 2019 de Plurimedia à Media Press Group.

Par ailleurs, Lagardère Active a signé un contrat de cession de son pôle Télévision (hors Mezzo) au groupe M6 le 24 mai 2019. Ce pôle regroupe Gulli et ses déclinaisons internationales, Canal J, TiJi, Elle Girl TV, MCM, MCM Top, RFM TV et les régies publicitaires associées. L'opération a obtenu l'agrément du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des autorités de concurrence courant juillet.

2.2 ACTIFS ET PASSIFS ASSOCIÉS DESTINÉS À LA VENTE

Comme indiqué en note 4.3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018, dans le cadre du recentrage stratégique du Groupe autour de deux piliers prioritaires (Lagardère Publishing et Lagardère Travel Retail) annoncé au printemps 2018, Lagardère Active a fait évoluer son organisation afin d'autonomiser ses activités en plusieurs pôles distincts. De cette nouvelle structuration de Lagardère Active sont nés cinq pôles d'activité (News, Presse, TV, Production et distribution audiovisuelles, Pure Players et BtoB).

Au 31 décembre 2018, pour chacun des pôles d'activité, les écarts d'acquisition faïtiers ont été alloués en fonction de leur poids respectifs dans les flux de trésorerie actualisés.

À l'exception du pôle News qui regroupe les radios en France (Europe 1, Virgin Radio et RFM), *Paris Match*, *Le Journal du Dimanche*, la régie publicitaire et l'activité de gestion de licences de la marque Elle, chaque pôle est susceptible de saisir les meilleures opportunités lui permettant de poursuivre son développement.

Parmi les groupes d'actifs classés en actifs destinés à être cédés au 31 décembre 2018, les titres de Presse Magazine en France, les activités Numériques (dont Boursier.com, Plurimedia, BiletReduc) et les Radios Internationales à l'exception de Mediamark (Jacaranda, ADI Côte d'Ivoire et ADI Sénégal) ont été cédés au cours du premier semestre 2019 (cf. note 6).

Au 30 juin 2019, les groupes d'actifs suivants sont classés en actifs et passifs associés destinés à la vente :

► **Production audiovisuelle** : Lagardère Studios - maintien du classement en « actifs destinés à être cédés » initié au 31 décembre 2018.

► **Chaînes TV** : le Groupe a signé un contrat de cession de son pôle Télévision (hors Mezzo) au groupe M6 le 24 mai 2019. Les agréments du CSA des Autorités de la Concurrence ont été obtenus en juillet.

Par ailleurs, compte tenu de l'avancée du processus de cession au 30 juin 2019, la chaîne Mezzo (détenue par Lagardère à hauteur de 60%) a été classée en « actifs destinés à être cédés ». Le groupe Lagardère a cédé le 17 juillet 2019, conjointement avec France Télévisions, sa participation dans Mezzo aux groupes Les Échos-Le Parisien et Canal+.

► **Autres** : titres Mediamark (régie publicitaire de la radio Jacaranda, soumise à l'obtention d'autorisations locales), titres Disney Hachette Presse, LabelBox.

Évaluation

Le groupe d'actifs Chaînes TV n'a pas été déprécié compte tenu du prix de cession inscrit au contrat signé avec le groupe M6 le 24 mai 2019.

Les actifs de Production audiovisuelle, Mediamark et les titres Disney Hachette Presse ont quant à eux une valeur estimée de cession supérieure à la valeur nette comptable au 30 juin 2019.

La valeur nette comptable de LabelBox étant supérieure à la valeur estimée de cession, une dépréciation de 4 M€ a été enregistrée sur le premier semestre 2019 et affectée à l'écart d'acquisition en intégralité (cf. note 7).

Le détail par poste du bilan, ainsi que la contribution de chacun des groupes d'actifs au chiffre d'affaires et au résultat opérationnel courant des sociétés intégrées du Groupe, sont les suivants :

ACTIF (M€)	Production audiovisuelle	Chaînes TV et Mezzo	Autres	Total
Immobilisations incorporelles	11	24	-	35
Écarts d'acquisition	99	81	1	181
Droits d'utilisation	1	-	-	1
Immobilisations corporelles	5	2	-	7
Titres mis en équivalence	-	-	3	3
Autres actifs non courants	1	-	-	1
Impôts différés - Actif	5	6	-	11
Actifs non courants	122	113	4	239
Stocks et en-cours	40	16	-	56
Créances clients et comptes rattachés	79	30	-	109
Autres actifs courants	23	16	-	39
Placements financiers	-	-	-	-
Trésorerie	8	3	-	11
Actifs courants	150	65	-	215
Total Actif Destinés à être cédés	272	178	4	454

PASSIF (M€)	Production audiovisuelle	Chaînes TV et Mezzo	Autres	Total
Provisions pour retraites et obligations assimilées	2	1	-	3
Provisions pour risques et charges non courantes	2	-	-	2
Dettes financières non courantes	20	-	-	20
Dettes de location non courantes	-	-	-	-
Autres passifs non courants	1	-	-	1
Impôts différés - Passif	1	12	-	13
Passifs non courants	26	13	-	39
Provisions pour risques et charges courantes	5	-	-	5
Dettes financières courantes	3	-	-	3
Dettes de location courantes	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	60	27	1	88
Autres passifs courants	60	12	1	73
Passifs courants	128	39	2	169
Total Passif associés aux actifs destinés à être cédés	154	52	2	208
Chiffre d'affaires	92	41	6	139
Résultat opérationnel courant	5	4	-	9

NOTE 3 INFORMATIONS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

Le recentrage stratégique du Groupe sur ses deux branches les plus fortes, Lagardère Publishing et Lagardère Travel Retail, décidé en 2018, est en cours de mise en œuvre. Au 30 juin 2019, Lagardère se structure encore pour son reporting interne en quatre branches d'activités :

- ▶ **Lagardère Publishing** qui regroupe les activités d'édition de livres et d'e-Publishing, couvre de nombreux domaines tels que : l'Éducation, la Littérature générale, l'Illustré, les Fascicules, les Dictionnaires, la Jeunesse, les Jeux sur mobiles, les Jeux de société et la Distribution.
- ▶ **Lagardère Travel Retail** rassemble les activités de Détail en zones de transports et concessions sur trois segments d'activités : Travel Essentials, Duty Free & Fashion et Foodservice.
- ▶ **Lagardère Sports and Entertainment** est une agence de marketing globale intégrée, spécialisée dans les domaines du Sport et de l'Entertainment, offrant une gamme complète de services pour les détenteurs de droits sportifs, les marques, les athlètes et les médias.
- ▶ **Lagardère Active** regroupe les activités Presse Magazine, Audiovisuel (Radio, Télévision, Production et distribution audiovisuelles), Numérique et Régie publicitaire.

Aux activités présentées ci-dessus, viennent s'ajouter les « Autres activités » qui rassemblent notamment l'effet des financements contractés par le Groupe, le coût net de fonctionnement des sociétés holding du Groupe, et l'activité de Matra Manufacturing & Services (dont les revenus sont inscrits en produits annexes des activités ordinaires).

Les transactions inter-branches sont généralement réalisées sur la base des conditions de marché.

Compte de résultat 30 juin 2019

	Lagardère Publishing	Lagardère Travel Retail	Lagardère Sports and Entertainment	Lagardère Active	Autres activités	Total consolidé
Chiffre d'affaires	1 050	1 995	319	254	-	3 618
Chiffre d'affaires inter-branches	(6)	-	-	-	-	(6)
Chiffre d'affaires consolidé	1 044	1 995	319	254	-	3 612
Produits annexes consolidés	4	11	1	22	2	40
Produit des activités ordinaires	1 048	2 006	320	276	2	3 652
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées	36	46	67	7	(3)	153
Contribution des sociétés mises en équivalence avant pertes de valeur	-	(1)	1	1	(1)	-
Résultat opérationnel courant	36	45	68	8	(4)	153
Charges de restructuration	(7)	(6)	(4)	5	-	(12)
Plus et moins-values de cession	-	1	-	32	5	38
<i>Cession d'actifs</i>	-	-	-	32	5	37
<i>Gains et pertes sur modifications de contrats de location (*)</i>	-	1	-	-	-	1
Pertes de valeur (**)	-	(2)	-	(4)	-	(6)
<i>Sociétés intégrées</i>	-	(2)	-	(4)	-	(6)
Amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions	(2)	(36)	(1)	-	-	(39)
Frais liés aux acquisitions	-	(1)	-	(1)	-	(2)
Ajustement de prix post acquisition	(2)	-	-	-	-	(2)
Impact IFRS 16 des contrats de concessions	-	28	-	-	-	28
<i>Amortissements des droits d'utilisations</i>	-	(218)	-	-	-	(218)
<i>Diminution des dettes de location</i>	-	199	-	-	-	199
<i>Intérêts payés sur dettes de location</i>	-	31	-	-	-	31
<i>Variation de besoin en fonds de roulement des dettes de location</i>	-	16	-	-	-	16
Résultat avant charges financières et impôts	25	29	63	40	1	158
Éléments inclus dans le résultat opérationnel courant						
Amortissements des actifs incorporels et corporels	(16)	(63)	(43)	(5)	-	(127)
Amortissements des droits d'utilisation - Immobilier et autres	(16)	(7)	(8)	(9)	(1)	(41)
Coût des plans d'actions gratuites	(2)	(1)	(1)	(1)	(1)	(6)

(*) Dont 1 M€ au titre des contrats de concessions.

(**) Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles.

Compte de résultat 30 juin 2018 retraité

	Lagardère Publishing	Lagardère Travel Retail	Lagardère Sports and Entertainment	Lagardère Active	Autres activités	Total consolidé (*)
Chiffre d'affaires	1 006	1 724	213	429	-	3 372
Chiffre d'affaires inter-branches	(6)	-	-	-	-	(6)
Chiffre d'affaires consolidé	1 000	1 724	213	429	-	3 366
Produits annexes consolidés	4	12	4	21	2	43
Produit des activités ordinaires	1 004	1 736	217	450	2	3 409
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées	45	34	30	33	(3)	139
Contribution des sociétés mises en équivalence avant pertes de valeur	-	(5)	-	-	-	(5)
Résultat opérationnel courant	45	29	30	33	(3)	134
Charges de restructuration	(5)	(1)	(1)	(37)	-	(45)
Plus et moins-values de cession	-	(4)	-	205	1	202
<i>Cession d'actifs</i>	-	-	-	205	-	205
<i>Gains et pertes sur modifications de contrats de location (**)</i>	-	(4)	-	-	1	(3)
Pertes de valeur (***)	-	(2)	(2)	(9)	-	(13)
<i>Sociétés intégrées</i>	-	(2)	(2)	(9)	-	(13)
Amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions	(3)	(28)	(1)	-	-	(32)
Frais liés aux acquisitions	-	-	-	(2)	-	(2)
Ajustement de prix post acquisition	-	2	-	-	-	2
Impact IFRS 16 sur les contrats de concessions	-	23	-	-	-	23
<i>Amortissements des droits d'utilisations</i>	-	(197)	-	-	-	(197)
<i>Diminution des dettes de location</i>	-	183	-	-	-	183
<i>Intérêts payés sur dettes de location</i>	-	29	-	-	-	29
<i>Variation de besoin en fonds de roulement des dettes de location</i>	-	8	-	-	-	8
Résultat avant charges financières et impôts (*)	36	19	26	190	(2)	269
Éléments inclus dans le résultat opérationnel courant						
Amortissements des actifs incorporels et corporels (*)	(14)	(53)	(15)	(7)	-	(89)
Amortissements des droits d'utilisation - Immobilier et autres	(16)	(6)	(8)	(2)	(4)	(36)
Coût des plans d'actions gratuites	(2)	(1)	-	(2)	(2)	(7)

(*) Données retraitées du fait de l'application rétrospective de la norme IFRS 16 (cf. note 1.1).

(**) Dont (4) M€ au titre des contrats de concessions et 1 M€ au titre des contrats immobiliers et autres.

(***) Pertes de valeur sur écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles.

Financement 30 juin 2019

	Lagardère Publishing	Lagardère Travel Retail	Lagardère Sports and Entertainment	Lagardère Active	Autres activités et éliminations	Total consolidé
Flux générés par l'activité	(41)	333	29	22	(8)	335
Diminution des dettes de location	(16)	(207)	(7)	-	(1)	(231)
Intérêts payés sur dettes de location	(6)	(31)	(1)	(2)	-	(40)
Flux générés par les opérations avant impôts payés	(63)	95	22	19	(9)	64
Impôts payés	(19)	(7)	(5)	(11)	19	(23)
Flux générés par les opérations	(82)	88	17	8	10	41
Flux nets d'investissements d'immobilisations incorporelles et corporelles	(17)	(72)	(25)	(8)	22	(100)
- Acquisitions	(17)	(72)	(25)	(12)	(1)	(127)
- Cessions	-	-	-	4	23	27
Free Cash-Flow	(99)	16	(8)	-	32	(59)
Flux nets d'investissements d'immobilisations financières	(26)	(16)	7	82	(1)	46
- Acquisitions	(27)	(21)	(1)	(1)	(1)	(51)
- Cessions	1	5	8	83	-	97
Intérêts encaissés	1	2	-	1	-	4
(Augmentation) diminution des placements financiers	-	-	-	-	-	-
Somme des flux générés par les opérations et d'investissements	(124)	2	(1)	83	31	(9)

Financement 30 juin 2018 retraité

	Lagardère Publishing	Lagardère Travel Retail	Lagardère Sports and Entertainment	Lagardère Active	Autres activités et éliminations	Total consolidé (*)
Flux générés par l'activité	(48)	342	41	-	(5)	330
Diminution des dettes de location	(15)	(189)	(7)	(2)	(4)	(217)
Intérêts payés sur dettes de location	(6)	(30)	(1)	(1)	-	(38)
Flux générés par les opérations avant impôts payés	(69)	123	33	(3)	(9)	75
Impôts payés	(18)	(7)	(1)	(17)	32	(11)
Flux générés par les opérations	(87)	116	32	(20)	23	64
Flux nets d'investissements d'immobilisations incorporelles et corporelles	(21)	(62)	(23)	190	(1)	83
- Acquisitions	(21)	(64)	(23)	(10)	(1)	(119)
- Cessions	-	2	-	200	-	202
Free Cash-Flow	(108)	54	9	170	22	147
Flux nets d'investissements d'immobilisations financières	1	(5)	1	5	(1)	1
- Acquisitions	-	(6)	-	(11)	(1)	(18)
- Cessions	1	1	1	16	-	19
Intérêts encaissés	1	1	-	1	1	4
(Augmentation) diminution des placements financiers	-	-	-	-	-	-
Somme des flux générés par les opérations et d'investissements	(106)	50	10	176	22	152

(*) Données retraitées du fait de l'application rétrospective de la norme IFRS 16 (cf. note 1.1).

Bilan 30 juin 2019

	Lagardère Publishing	Lagardère Travel Retail	Lagardère Sports and Entertainment	Lagardère Active	Autres activités et éliminations	Total consolidé
Actifs sectoriels	3 106	4 562	1 099	527	(35)	9 259
Titres mis en équivalence	28	34	4	2	-	68
Passifs sectoriels	(1 706)	(3 243)	(781)	(562)	47	(6 245)
Fonds opérationnel employés	1 428	1 353	322	(33)	12	3 082
Actifs et passifs destinés à être cédés						246
Trésorerie (Endettement) net comptable consolidé						(1 590)
Capitaux propres consolidés						1 738

Bilan 31 décembre 2018 retraité

	Lagardère Publishing	Lagardère Travel Retail	Lagardère Sports and Entertainment	Lagardère Active	Autres activités et éliminations	Total consolidé (*)
Actifs sectoriels	3 137	4 530	1 086	548	-	9 301
Titres mis en équivalence	28	34	4	3	1	70
Passifs sectoriels	(1 878)	(3 203)	(822)	(615)	95	(6 423)
Fonds opérationnel employés	1 287	1 361	268	(64)	96	2 948
Actifs et passifs destinés à être cédés						286
Trésorerie (Endettement) net comptable consolidé						(1 367)
Capitaux propres consolidés						1 867

(*) Données retraitées du fait de l'application rétrospective de la norme IFRS 16 (cf. note 1.1).

NOTE 4 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires par activité et par branche se décompose comme suit :

	30.06.2019	30.06.2018
Lagardère Publishing	1 044	1 000
Éducation	117	121
Illustrés	121	121
Littérature	467	448
Fascicules	151	142
Autres	188	168
Lagardère Travel Retail	1 995	1 724
Travel Essentials	797	733
Duty Free & Fashion	761	710
Foodservice	438	281
Lagardère Sports and Entertainment	319	213
Droits marketing	125	107
Droits médias	124	41
Lagardère Live Entertainment	31	21
Autres	39	44
Lagardère Active	253	429
Presse	60	188
Radios internationales	-	29
Radios France	53	59
Chaînes TV	41	43
Production audiovisuelle	92	89
Autres	6	21
Total	3 611	3 366

Au 30 juin 2019, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 3 612 M€, en progression de +7,3% en données consolidées et de +6,7% à périmètre et taux de change constants (cf. définition en note 3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018). Sur le semestre, la progression en données comparables de l'activité du Groupe est essentiellement portée par la poursuite de la dynamique de croissance du Travel Retail.

L'écart de chiffre d'affaires entre les données consolidées et comparables s'explique essentiellement par un impact de +56 M€ sur les variations de change (calculées en taux moyen pour la période), lié notamment à l'appréciation du dollar US vis-à-vis de l'euro.

L'effet de périmètre est négatif de -23 M€, et relatif pour l'essentiel aux acquisitions réalisées courant 2018 par Lagardère Travel Retail aux États-Unis et aux cessions intervenus au cours du premier semestre 2019 chez Lagardère Active.

NOTE 5 CHARGES DE RESTRUCTURATION

Au 30 juin 2019, les charges de restructuration s'élèvent à 12 M€ et se rapportent principalement à :

- ▶ 7 M€ chez Lagardère Publishing du fait de la rationalisation des centres de distributions au Royaume-Uni ;
- ▶ 6 M€ chez Lagardère Travel Retail, principalement liés à l'arrêt de commercialisation de marques dans le Pacifique et aux coûts d'intégration d'Hojeij Branded Foods, acquis en 2018.

Au 30 juin 2018, elles s'élevaient à 45 M€ dont 37 M€ chez Lagardère Active provenant principalement d'une provision destinée à couvrir les coûts de la structuration en cours de la branche en pôles autonomes, en lien avec le recentrage stratégique du Groupe, et 6 M€ chez Lagardère Publishing principalement en lien avec la rationalisation des centres de distribution au Royaume-Uni.

NOTE 6 PLUS ET MOINS-VALUES

Au 30 juin 2019, le gain net ressort à 37 M€ et comprend les principales transactions suivantes :

- ▶ 23 M€ de plus-value avant impôts au titre des cessions des activités Numériques (dont BilletReduc, Plurimedia, Boursier.com) chez Lagardère Active ;
- ▶ 11 M€ de plus-value avant impôts réalisée à la suite des cessions des Radios Internationales (Jacaranda, ADI Côte d'Ivoire et ADI Sénégal) chez Lagardère Active ;
- ▶ 5 M€ au titre d'un complément de prix reçu sur la cession d'un immeuble de bureaux à Levallois-Perret (France) intervenue en 2017 dans les Autres Activités ;
- ▶ (2) M€ de moins-value avant impôts réalisée à la suite de la cession des titres de Presse Magazine en France chez Lagardère Active, à savoir : *Elle* et ses déclinaisons, *Version Femina*, *Art & Décoration*, *Télé 7 Jours* et ses déclinaisons, *France Dimanche*, *Ici Paris* et *Public*.

Au 30 juin 2018, ce poste se soldait par un gain net de 205 M€ dont 245 M€ de plus-value avant impôts réalisée à la suite de la cession en mai 2018 d'un immeuble de bureaux à Paris 8^e (France) abritant les équipes radio et chaînes de télévision de Lagardère Active, et (40) M€ de moins-value avant impôts réalisée à la suite de la cession, en juin 2018, de la participation de 42% détenue dans le groupe Marie Claire (Lagardère Active).

NOTE 7 PERTES DE VALEUR SUR ÉCARTS D'ACQUISITION, IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Au 30 juin 2019, le montant total des pertes de valeur comptabilisées par les sociétés intégrées s'élève à 6 M€ dont 4 M€ sont relatifs à la dépréciation de la totalité de l'écart d'acquisition de LabelBox consécutivement au classement de cet actif en « actifs et passifs destinés à la vente », et 2 M€ à des immobilisations corporelles chez Lagardère Travel Retail.

Lagardère Sports and Entertainment

Par ailleurs, la valeur des actifs de Lagardère Sports and Entertainment, comme indiqué en note 10 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2018, reste fondée sur les conditions de réalisation des contrats en cours en fonction de l'environnement publicitaire et du contexte sportif propre à chaque événement, sur la capacité à renouveler les contrats en cours ou à en gagner de nouveaux, ainsi que sur les conditions de marge attachées.

Au 30 juin 2018, les tests de valeur n'avaient été réalisés que pour les actifs pour lesquels un indice de perte de valeur était identifié à cette date. Cela avait conduit à l'enregistrement de pertes de valeurs à hauteur de 13 M€ dont 9 M€ s'affectait à des écarts d'acquisition chez Lagardère Active, 2 M€ à des immobilisations incorporelles de Lagardère Sports and Entertainment et 2 M€ à des immobilisations corporelles chez Lagardère Travel Retail.

NOTE 8 AUTRES CHARGES DES ACTIVITÉS

	30.06.2019	30.06.2018
Variation nette des dépréciations d'actifs	(18)	(5)
Charges financières hors intérêts	(1)	(1)
Pertes de change	-	(3)
Autres charges	(5)	(9)
Total	(24)	(18)

La variation nette des dépréciations d'actifs inclut les dépréciations d'avances auteurs pour (16) M€ au premier semestre 2019 contre (18) M€ au premier semestre 2018 dans la branche Lagardère Publishing. Le solde se rapporte principalement aux variations nettes de dépréciations des créances clients et des stocks dans les branches Lagardère Sports and Entertainment et Lagardère Publishing.

NOTE 9 AUTRES PRODUITS DES ACTIVITÉS

	30.06.2019	30.06.2018
Reprises nettes de provisions pour risques et charges	8	20
Subventions d'exploitation	5	7
Crédit impôt audiovisuel	3	3
Autres crédits d'impôts	1	1
Autres produits	9	18
Total	26	49

Les autres produits sont notamment constitués de produits de sous-locations de surfaces commerciales par Lagardère Travel Retail à hauteur de 7 M€ au 30 juin 2019 contre 12 M€ au 30 juin 2018.

Au 30 juin 2019, les variations nettes de provisions pour risques et charges étaient issues de reprises nettes à hauteur de 4 M€ chez Lagardère Active, 1 M€ chez Lagardère Publishing, 1 M€ chez Lagardère Travel Retail et 2 M€ dans les Autres activités.

NOTE 10 CHARGES FINANCIÈRES NETTES

Les charges financières nettes s'analysent comme suit :

	30.06.2019	30.06.2018 (*)
Produits financiers sur prêts	1	2
Revenus des placements et produits des cessions des VMP	2	1
Produits liés aux produits dérivés sur endettement net	5	4
Autres produits financiers	2	9
Produits financiers	10	16
Charges d'intérêts des dettes financières	(28)	(27)
Charges liées aux produits dérivés sur endettement net	(2)	(11)
Autres charges financières	(4)	(5)
Charges financières	(34)	(43)
Total	(24)	(27)

(*) Données au 30 juin 2018 retraitées de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

Les charges financières nettes s'établissent à -24 M€ au 30 juin 2019, en diminution de 3 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2018. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des charges liées aux produits dérivés sur endettement net.

Les autres charges et produits financiers incluent les effets de change sur les dettes de location pour (3) M€ au 30 juin 2018, contre un effet net quasi-nul au 30 juin 2019.

Par ailleurs, les charges d'intérêts sur dettes de location sont présentées en note 13.

NOTE 11 IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

La charge d'impôt au compte de résultat se ventile en :

	30.06.2019	30.06.2018 (*)
Impôt courant	(25)	(62)
Mouvements sur les impôts différés	5	(22)
Total	(20)	(84)

(*) Données au 30 juin 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

Au 30 juin 2019, la charge d'impôt comptabilisée s'établit à (20) M€, en amélioration de 64 M€ qui s'explique pour l'essentiel par :

- ▶ +83 M€ liés à l'impôt sur la cession d'un immeuble de bureau à Paris 8^e par Lagardère Active en 2018. L'impôt sur la plus-value de cession immobilière au 30 juin 2018 comprenait une charge d'impôt courante de (43) M€ ainsi qu'une charge d'impôt différé de (40) M€ générée par la consommation des déficits reportables à hauteur de 116 M€ sur le premier semestre 2018.
- ▶ (13) M€ liés principalement à l'activation au 1^{er} semestre 2018 d'économies d'impôt futures sur les coûts de structuration de Lagardère Active en pôles autonomes.

NOTE 12 RÉSULTAT NET PAR ACTION

Résultat net par action de base

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net-part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion des actions propres détenues par le Groupe. Dans le cas de variations du nombre d'actions liées à l'exercice des options sur actions consenties au personnel (mouvements répartis sur l'ensemble de l'année), il est fait la moyenne entre le nombre d'actions à l'ouverture et à la clôture de la période.

Résultat net par action dilué

La seule catégorie d'actions dilutives est constituée par les actions gratuites dès lors que leur attribution à la date fixée par le plan est probable (cas particulier des actions gratuites comportant une condition de performance).

	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 (*)
Résultat net - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (M€)	52	106
Nombre d'actions composant le capital au 30 juin	131 133 286	131 133 286
Autocontrôle	(1 088 978)	(1 280 778)
Nombre d'actions en circulation au 30 juin	130 044 308	129 852 508
Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier	129 558 068	129 180 711
Nombre moyen d'actions en circulation	129 958 558	129 705 288
Résultat net par action de base - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (€)	0,40	0,82
Actions gratuites à effet dilutif	1 345 060	2 586 230
Nombre moyen d'actions après prise en compte des options sur actions et des actions gratuites à effet dilutif	131 303 618	132 291 518
Résultat net par action dilué - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe (€)	0,40	0,80

(*) Données au 30 juin 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

NOTE 13 CONTRATS DE LOCATION

Lorsque le Groupe est preneur, les engagements de loyers fixes ou fixes en substance actualisés des contrats de concessions en zones de transport et hôpitaux, des contrats de location immobilière ainsi que des contrats de location d'autres équipements sont comptabilisés en dette de location en contrepartie d'un droit d'utilisation des actifs loués.

La part variable des loyers des contrats de concessions, basée sur les flux de passagers ou le chiffre d'affaires des points de vente, est maintenue en charges externes.

Les dettes de location ont été actualisées, par application de la méthode rétrospective complète, dans une fourchette de 0,05 à 9,16 %.

L'évolution des droits d'utilisation et des dettes de location a été la suivante sur les premiers semestres 2018 et 2019 :

Droits d'utilisation

	Valeur brute			Amortissements et pertes de valeur			Valeur nette		
	Contrats de concession	Immobilier et autres	Total	Contrats de concession	Immobilier et autres	Total	Contrats de concession	Immobilier et autres	Total
Au 1^{er} janvier 2019	3 229	912	4 141	(1 220)	(369)	(1 589)	2 009	543	2 552
Nouveaux contrats	184	13	197				184	13	197
Amortissement				(218)	(41)	(259)	(218)	(41)	(259)
Perte de valeur				-	-	-	-	-	-
Écart de conversion	20	2	22	(6)	(2)	(8)	14	-	14
Modifications	16	9	25				16	9	25
Réestimations	(4)	1	(3)				(4)	1	(3)
Variations de périmètre	-	(9)	(9)	-	4	4	-	(5)	(5)
Contrats terminés	(104)	(61)	(165)	104	61	165	-	-	-
Au 30 juin 2019	3 341	867	4 208	(1 340)	(347)	(1 687)	2 001	520	2 521

	Valeur brute			Amortissements et pertes de valeur			Valeur nette		
	Contrats de concession	Immobilier et autres	Total	Contrats de concession	Immobilier et autres	Total	Contrats de concession	Immobilier et autres	Total
Au 1^{er} janvier 2018	3 019	766	3 785	(1 086)	(321)	(1 407)	1 933	445	2 378
Nouveaux contrats	338	77	415				338	77	415
Amortissement				(197)	(36)	(233)	(197)	(36)	(233)
Perte de valeur				-	-	-	-	-	-
Écart de conversion	(19)	1	(18)	8	-	8	(11)	1	(10)
Modifications de	(133)	(5)	(138)				(133)	(5)	(138)
Réestimations de	6	-	6				6	-	6
Variations de périmètre	1	(10)	(9)	-	5	5	1	(5)	(4)
Contrats terminés	(138)	(14)	(152)	138	14	152	-	-	-
Au 30 juin 2018	3 074	815	3 889	(1 137)	(338)	(1 475)	1 937	477	2 414

Dettes de location

	Dettes de location non courantes			Dettes de location courantes			Total des dettes de location		
	Contrats de concession	Immobilier et autres	Total	Contrats de concession	Immobilier et autres	Total	Contrats de concession	Immobilier et autres	Total
Au 1 ^{er} janvier 2019	1 729	554	2 283	395	63	458	2 124	617	2 741
Nouveaux contrats	183	13	196	-	-	-	183	13	196
Charge d'intérêts	-	-	-	32	10	42	32	10	42
Paiement des loyers	-	-	-	(230)	(41)	(271)	(230)	(41)	(271)
Reclassement (*)	(208)	(35)	(243)	208	35	243	-	-	-
Écart de conversion	11	-	11	3	-	3	14	-	14
Modifications	15	8	23	-	-	-	15	8	23
Réestimations	(4)	2	(2)	-	-	-	(4)	2	(2)
Variations de périmètre	-	(5)	(5)	-	(1)	(1)	-	(6)	(6)
Au 30 juin 2019	1 726	537	2 263	408	66	474	2 134	603	2 737

(*) Les reclassements correspondent à la part des dettes de location à moins d'un an reclassée en dette de location courante.

	Dettes de location non courantes			Dettes de location courantes			Total des dettes de location		
	Contrats de concession	Immobilier et autres	Total	Contrats de concession	Immobilier et autres	Total	Contrats de concession	Immobilier et autres	Total
Au 1 ^{er} janvier 2018	1 677	438	2 115	356	75	431	2 032	514	2 546
Nouveaux contrats	341	77	418	-	-	-	341	77	418
Charge d'intérêts	-	-	-	29	9	38	29	9	38
Paiement des loyers	-	-	-	(213)	(42)	(255)	(213)	(42)	(255)
Reclassement (*)	(193)	(35)	(228)	193	35	228	-	-	-
Écart de conversion	(10)	3	(7)	(1)	-	(1)	(11)	3	(8)
Modifications	(134)	(5)	(139)	-	-	-	(134)	(5)	(139)
Réestimations	6	-	6	-	-	-	6	-	6
Variations de périmètre	1	(3)	(2)	-	(2)	(2)	2	(6)	(4)
Au 30 juin 2018	1 688	475	2 163	364	75	439	2 052	550	2 602

(*) Les reclassements correspondent à la part des dettes de location à moins d'un an reclassée en dette de location courante.

Les charges d'intérêts sur dettes de location s'élèvent à 42 M€ au 30 juin 2019, contre 38 M€ au 30 juin 2018, en augmentation de 4 M€ principalement du fait de l'intégration de nouveaux contrats, dont ceux du groupe Hojeij Branded Foods, acquis en novembre 2018. Les paiements de loyers s'élèvent à 271 M€ au 30 juin 2019, contre 255 M€ au 30 juin 2018, en augmentation de 16 M€ également du fait de l'intégration de nouveaux contrats de concession.

Les modifications de contrats intervenues sur le 1^{er} semestre 2019 se rapportent principalement à des changements de loyers et minima garantis et à des augmentations de surfaces louées pour les contrats de concessions. L'évolution du droit d'utilisation et de la dette de location qui en découle s'explique à la fois par :

- ▶ l'augmentation des durées de location et des surfaces louées pour +23 M€ ;
- ▶ la diminution des durées de location pour -12 M€ ;

- ▶ les modifications de loyers pour +18 M€ ;
- ▶ l'effet d'actualisation des paiements futurs à un nouveau taux pour -5 M€.

Les réestimations de contrats correspondent à des changements d'estimation de la part de la Direction sur les dates raisonnablement certaines de fin des contrats, ainsi qu'aux effets d'indexation des loyers. Ils ont eu pour effet de diminuer la valeur des droits d'utilisation et des dettes de location de 3 M€ au cours du premier semestre 2019.

Certains contrats de location n'ont pas été retraités et n'ont pas fait l'objet d'un droit d'utilisation et d'une dette de location. Il s'agit des contrats dont le loyer est variable, dont la durée est inférieure à 12 mois ou dont l'actif loué a une faible valeur. Les charges de loyers correspondantes s'élèvent à 103 M€ au 30 juin 2019, et sont maintenues en charges externes, dont 96 M€ au titre des loyers variables des contrats de concession.

La charge de loyer retraitée au titre de l'application d'IFRS 16 s'élève à 296 M€ au 30 juin 2019 dont 246 M€ pour les contrats de concession et 50 M€ pour les contrats immobiliers et autres. Au 30 juin 2018, la charge de loyer retraitée s'élevait à 263 M€ dont 220 M€ pour les contrats de concession et 43 M€ pour les contrats immobiliers et autres.

L'échéancier des dettes de location non actualisées est présenté ci-dessous :

Dettes de location	30.06.2020	30.06.2021	30.06.2022	30.06.2023	30.06.2024	> 5 ans	Cumul
Contrats de concessions	469	436	397	317	243	482	2 344
Immobilier et autres	81	94	90	81	73	293	712
Au 30 juin 2019	550	530	487	398	316	775	3 056

Dettes de location	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2022	31.12.2023	> 5 ans	Cumul
Contrats de concessions	456	410	381	332	253	510	2 342
Immobilier et autres	81	79	89	84	75	305	713
Au 31 décembre 2018	537	489	470	416	328	815	3 055

La durée moyenne pondérée résiduelle des contrats de concessions au 30 juin 2019 est de 6 ans, et celle des contrats immobiliers de 9 ans.

Par ailleurs, les contrats de concessions et baux immobiliers, signés au 30 juin 2019 mais qui n'ont pas encore démarré, représentent un engagement de loyers non actualisé de 85 M€.

De plus, le Groupe est amené à sous-louer des surfaces commerciales ou des surfaces de bureaux, au travers de contrats de location simples, et agit en tant que bailleur. Les produits de sous-location associés sont maintenus en autres produits.

NOTE 14 TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

Les **coentreprises et les entreprises associées** sont consolidées par mise en équivalence dans les comptes du Groupe. Les principales sociétés mises en équivalence sont :

	Co-actionnaire	Principale activité	% d'intérêt		Au bilan		Au compte de résultat	
			30.06.2019	31.12.2018	30.06.2019	31.12.2018 (*)	30.06.2019	30.06.2018 (*)
Lagardère & Connexions	SNCF Participations	Travel Retail	50%	50%	1	1	-	(1)
Autres					2	4	(1)	(1)
Coentreprises					3	5	(1)	(2)
S.D.A. (Société de Distribution Aéroportuaire)	Aéroport de Paris	Travel Retail	45%	45%	10	12	(2)	-
Relay@ADP	Aéroport de Paris	Travel Retail	50%	50%	7	6	2	1
Éditions J'ai Lu		Édition	35%	35%	17	17	-	-
Inmedio		Travel Retail	49%	49%	13	13	-	-
Yen Press		Édition	49%	49%	10	10	-	-
Saddlebrook International Sports		Sports	30%	30%	4	4	-	-
Autres					4	3	1	(4)
Entreprises associées					65	65	1	(3)
Total titres mis en équivalence					68	70	-	(5)

(*) Données au 30 juin 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

SDA et Relay@ADP sont des co-entreprises entre Lagardère Travel Retail et Aéroports de Paris au 31 décembre 2018. A la suite du renforcement de la gouvernance au profit d'ADP sans modification du pourcentage d'intérêt, Lagardère Travel Retail exerce une influence notable à compter du 2^e trimestre 2019. Ces entités continuent à être consolidées par mise en équivalence, et ont été classées en entreprises associées dans le tableau ci-dessus.

Coentreprises et entreprises associées de Lagardère Travel Retail

La branche Lagardère Travel Retail gère certains contrats de son activité de Travel Retail sous forme de partenariats à 50/50 avec les concédants. Les principales coentreprises et entreprises associées créées par Lagardère Travel Retail et ses partenaires sont la Société de Distribution Aéroportuaire et Relay@ADP avec Aéroports de Paris, Lagardère & Connexions avec SNCF Participations, SVRLS@LAREUNION avec Servair, Lyon Duty Free avec l'aéroport de Lyon.

Le chiffre d'affaires à 100% de l'activité Travel Retail réalisé par ces coentreprises et entreprises associées représente 645 M€ au 30 juin 2019 contre 590 M€ au 30 juin 2018. Par ailleurs, les sociétés du Groupe intégrées globalement ont facturé à ces coentreprises un chiffre d'affaires de 243 M€ au 30 juin 2019 contre 214 M€ au 30 juin 2018.

	Données à 100%		Quote-part de Lagardère (50%)	
	30.06.2019	30.06.2018 (*)	30.06.2019	30.06.2018 (*)
Chiffre d'affaires total	645	590	322	295
<i>Chiffre d'affaires réalisé par le Groupe avec les coentreprises</i>	<i>(301)</i>	<i>(268)</i>	<i>(151)</i>	<i>(134)</i>
Chiffre d'affaires ajusté	344	322	172	161
Résultat opérationnel courant	4	3	2	1
Résultat avant charges	3	2	2	1
Résultat avant impôt	1	1	1	-
Résultat net	0	1	0	0
Trésorerie nette (endettement net)	(108)	(104)	(54)	(52)

(*) Données au 30 juin 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

NOTE 15 TRÉSORERIE

Dans l'état des flux de trésorerie, **la trésorerie** est calculée comme suit :

	30.06.2019	31.12.2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 042	710
Concours financiers courants	(84)	(50)
Trésorerie	958	660

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent comme suit :

	30.06.2019	31.12.2018
Comptes bancaires	675	431
OPCVM monétaires	292	213
Dépôts à terme et comptes-courants à moins de trois mois	75	66
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 042	710

Dans l'état des flux de trésorerie, **la variation du besoin en fonds de roulement** s'analyse comme suit :

	30.06.2019	30.06.2018 (*)
Variation des stocks et en-cours	65	52
Variation des créances clients et comptes rattachés	(48)	(185)
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	(19)	(173)
Variation des autres créances et dettes	(171)	195
Variation des dettes de location	(18)	(10)
Variation du besoin en fonds de roulement (**)	(191)	(121)

(*) Données au 30 juin 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

(**) Augmentation/(Diminution) de la trésorerie.

La variation du besoin en fonds de roulement, traditionnellement négative à fin juin, est en recul sur le premier semestre 2019, s'établissant à -191 M€ contre -121 M€ sur la même période l'an dernier. Cette évolution par rapport à 2018 s'explique par un fort recul de -74 M€ chez Lagardère Sports and Entertainment sous l'effet d'un calendrier défavorable avec de forts encaissements en 2018 et des paiements en 2019.

La variation du besoin en fonds de roulement des dettes de location concerne les contrats de concessions à hauteur de -16 M€ au 30 juin 2019 contre -8 M€ au 30 juin 2018.

NOTE 16 DETTES FINANCIÈRES**16.1 COMPOSITION DES DETTES FINANCIÈRES DU GROUPE**

Les **dettes financières du Groupe** se décomposent comme suit :

	30.06.2019	31.12.2018 (*)
Emprunts obligataires	794	794
Emprunts auprès d'établissements de crédit	451	200
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	7	10
Titres négociables à moyen terme (NEU MTN)***	30	-
Autres dettes financières	16	15
Dettes financières non courantes hors instruments de couverture affectés à la dette	1 298	1 019
Instruments de couverture affectés à la dette	4	1
Dettes financières non courantes	1 302	1 020
Emprunts obligataires	499	499
Emprunts auprès d'établissements de crédit	-	-
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	-	-
Titres négociables à moyen terme (NEU MTN)***	16	19
Billets de trésorerie (NEU CP)**	711	477
Autres dettes financières	111	70
Dettes financières courantes hors instruments de couverture affectés à la dette	1 337	1 065
Instruments de couverture affectés à la dette	-	-
Dettes financières courantes	1 337	1 065
Total dettes financières	2 639	2 085

(*) Données au 31 décembre 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

(**) Negotiable European Commercial Papers – Titres négociables à court terme.

(***) Negotiable European Medium Term Notes – Titres négociables à moyen terme.

Les principaux mouvements du premier semestre 2019 sont les suivants :

- ▶ Lagardère SCA a annoncé le 26 juin 2019 la levée de 253 M€ par un placement privé de droit allemand au format *Schuldscheindarlehen*. Cette opération est structurée en plusieurs tranches libellées en euros, à taux fixes et à taux variables, avec des échéances à 5 ans pour 187 M€ et 7 ans pour 66 M€. Le taux d'intérêt effectif est de 1,49%.
- ▶ Poursuite du programme de billets de trésorerie avec un plafond à 850 M€. Les émissions s'élèvent à 711 M€ au 30 juin 2019 contre 477 M€ au 31 décembre 2018.
- ▶ Poursuite du programme de titres négociables à moyen terme (NEU MTN) avec un plafond de 200 M€. Au 30 juin 2019, Les émissions s'élèvent à 46 M€ au 30 juin 2019 dont 16 M€ à échéance moins d'un an et 30 M€ à échéance moins de deux ans. Les émissions s'élevaient à 19 M€ au 31 décembre 2018 à échéance moins d'un an.

L'endettement financier net se calcule comme suit :

(M€)	30.06.2019	31.12.2018 (*)
Placements financiers et trésorerie	1 042	710
Instruments de couverture affectés à la dette - Actif (**)	7	8
Dettes financières non courantes (***)	(1 302)	(1 019)
Dettes financières courantes	(1 337)	(1 066)
Endettement financier net	(1 590)	(1 367)

(*) Données au 31 décembre 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

(**) Les instruments de couverture affectés à la dette – Actif sont comptabilisés en Autre actifs non courants pour 2 M€ et en Autres actifs courants pour 5 M€ au 30 juin 2019. Au 31 décembre 2018, ils étaient classés à hauteur de 5 M€ en Autres actifs non courants, et de 3 M€ en Autres actifs courants.

(***) Les dettes financières non courantes incluent les instruments de couverture affectés à la dette – Passif pour (4) M€ au 30 juin 2019 contre (1) M€ au 31 décembre 2018.

16.2 VENTILATION DES DETTES FINANCIÈRES PAR ÉCHÉANCE

Par échéance, les dettes financières se ventilent comme suit au **30 juin 2019** :

	30.06.2020 (*)	30.06.2021	30.06.2022	30.06.2023	30.06.2024	> 5 ans	Cumul
Emprunts obligataires	499	-	-	497	297	-	1 293
Emprunts auprès d'établissements de crédit	-	150	48	-	187	66	451
Instruments de couverture affectés à la dette	-	-	-	-	4	-	4
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	-	-	-	-	1	6	7
NEU CP et NEU MTN	727	30	-	-	-	-	757
Autres dettes financières	111	12	-	-	-	4	127
Au 30 juin 2019	1 337	192	48	497	489	76	2 639

(*) Les dettes dont l'échéance est inférieure à un an sont classées en tant que dettes financières courantes au bilan consolidé.

NOTE 17 GAINS ET PERTES ENREGISTRÉS EN CAPITAUX PROPRES

Les gains et pertes enregistrés en capitaux propres évoluent de la façon suivante :

	1 ^{er} semestre 2019			1 ^{er} semestre 2018 (*)		
	Part Groupe (**)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres	Part Groupe (**)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Écarts de conversion	7	-	7	24	2	26
- Variation des écarts de conversion	7	-	7	22	2	24
- Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (nette d'impôt)	-	-	-	2	-	2
Écarts d'évaluation	(12)	-	(12)	(3)	-	(3)
Variation de juste-valeur des instruments financiers dérivés	(12)	-	(12)	(3)	-	(3)
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres	(16)	-	(16)	(3)	-	(3)
- Reclassement par transfert des capitaux propres en résultat net	1	-	1	-	-	-
- Impôt	3	-	3	-	-	-
Variation de juste-valeur des titres non consolidés	-	-	-	-	-	-
- Gains et (pertes) de la période non réalisés et comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-
- Impôt	-	-	-	-	-	-
Autres réserves	(13)	-	(13)	11	-	11
- Écarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	(17)	-	(17)	14	-	14
- Impôt	4	-	4	(3)	-	(3)
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt	(18)	-	(18)	32	2	34

(*) Données au 30 juin 2018 retraitées du fait de l'application rétrospective d'IFRS 16 (cf. note 1.1).

(**) Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe.

Les **écarts de conversion** enregistrés en gains et pertes en capitaux propres sont liés aux principales devises suivantes :

	30.06.2019	30.06.2018
Dollar US :	8 M€	33 M€
Livre Sterling :	(1) M€	- M€
Autres :	- M€	(7) M€
Total	7 M€	26 M€

NOTE 18 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Par rapport aux éléments décrits en notes 32 et 33 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2018, les principales évolutions intervenues au cours du premier semestre 2019 sont les suivantes :

Obligations contractuelles

Lagardère Sports and Entertainment

- ▶ au 30 juin 2019, les minima garantis contractés au titre des contrats à long terme de régie commerciale de droits sportifs s'élèvent à 899 M€ contre 981 M€ au 31 décembre 2018 ;
- ▶ au 30 juin 2019, les engagements reçus au titre de contrats signés avec des diffuseurs et partenaires s'élèvent à 1 591 M€ contre 1 513 M€ au 31 décembre 2018.

Lagardère Travel Retail

Les minima garantis contractés au titre des contrats de concessions font l'objet d'un droit d'utilisation et d'une dette de location au bilan par application de la norme IFRS 16 (cf. note 1.1).

Engagements hors bilan

Lignes de crédit autorisées et non utilisées

Lagardère SCA a signé, le 11 mai 2015, une ligne de crédit syndiqué multi-devises de 1 250 M€ pour une durée de 5 ans avec une possibilité d'extension de deux fois 1 an.

Le 26 avril 2016, puis le 27 avril 2017, Lagardère SCA a utilisé les deux possibilités d'extension et a reçu l'accord à l'unanimité des treize banques de son crédit syndiqué pour l'extension de cette ligne d'une année à deux reprises.

L'échéance est ainsi portée au 11 mai 2022.

Au 30 juin 2019, le montant des tirages disponibles sur le crédit syndiqué est de 1 250 M€.

NOTE 19 LITIGES EN COURS

Procédures de droit de la concurrence en Afrique en relation avec la commercialisation des droits de la Confédération africaine de football (CAF)

Ces procédures sont décrites dans la note 34 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018. Depuis les événements qui y sont relatés, Lagardère Sports a reçu de la commission de la concurrence du COMESA (CCC), le 16 avril 2019, une notification lui conférant la qualité de partie défenderesse (*respondent*) à l'enquête de cette autorité. Puis, les services d'instruction de la CCC ont adressé aux parties leur rapport d'enquête, en date du 23 juillet 2019, qui considère que le contrat d'agence entre Lagardère Sports et la CAF ainsi que d'autres contrats entre la CAF et ses différents partenaires auraient des effets portant atteinte à la concurrence. Ce rapport et les soumissions des parties en réponse seront soumis à un collège de la CCC en vue d'une décision, qui sera susceptible de recours. Lagardère Sports considère la position des services d'instruction infondée et que les contrats en cause ne revêtent en aucun cas un quelconque caractère anticoncurrentiel.

Enquête de concurrence dans le domaine du livre scolaire en Espagne

Cette procédure est décrite dans la note 34 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018. Depuis les événements qui y sont relatés, la formation de jugement de la CNMC a, le 30 mai 2019, confirmé globalement les termes de la proposition de décision et a condamné l'ensemble des parties poursuivies. La sanction prononcée à l'encontre des entités du groupe Anaya est d'environ 8 millions d'euros. Anaya a l'intention de faire appel de cette décision.

Mise en jeu de la garantie de passif dans le cadre de la cession des activités de distribution belges au groupe bpost

La société Lagardère Travel Retail avait consenti au groupe bpost, à l'occasion de la cession à celui-ci, en novembre 2016, de ses filiales de distribution et de retail intégrées belges qu'elle détenait, une garantie d'actif et de passif. Le groupe bpost a revendiqué le bénéfice de cette garantie à plusieurs reprises, Lagardère Travel Retail considérant à chaque fois que les demandes spécifiques formulées n'étaient ni recevables ni fondées et ayant répondu en ce sens au groupe bpost. Une procédure d'arbitrage a été initiée auprès de la Chambre de Commerce Internationale par le groupe bpost le 27 mars 2019. Le calendrier procédural sera déterminé par les parties prochainement.

Autres litiges

Les autres litiges mentionnés en note 34 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018 n'ont pas connu d'évolutions notables par rapport aux faits qui y sont décrits.

NOTE 20 PARTIES LIÉES

Au cours du premier semestre 2019, le Groupe n'a pas enregistré de transactions avec des parties liées autres que celles décrites en note 35 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2018.

NOTE 21 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Cession de Mezzo aux groupes Les Échos-Le Parisien et Canal+

Le groupe Lagardère a cédé le 17 juillet 2019, conjointement avec France Télévisions, sa participation dans Mezzo aux groupes Les Échos-Le Parisien et Canal+.

3

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux Associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- ▶ l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Lagardère SCA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre gérance. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes suivantes de l'annexe :

- ▶ la note 1.1 qui présente les impacts relatifs à la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » ;
- ▶ la note 7 qui précise que la valeur des actifs de la branche Lagardère Sports and Entertainment reste fondée sur les conditions de réalisation des contrats en cours, sur la capacité à renouveler ces mêmes contrats ou à en gagner de nouveaux, ainsi que sur les conditions de marge attachées.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 24 juillet 2019.

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Thierry Blanchetier

ERNST & YOUNG et Autres

Bruno Bizet



RESPONSABLE DU DOCUMENT – ATTESTATION DE LA GÉRANCE

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité, ci-joint, figurant en pages 4 à 19, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 24 juillet 2019

Pour la société Arjil Commanditée-Arco, Gérante :

Pierre Leroy

Vice-Président, Directeur Général Délégué

Lagardère

Lagardère SCA

Société en commandite par actions au capital de 799 913 044,60 €

Siège social : 4, rue de Presbourg à Paris 16^e(75) – France

Téléphone : +33 (0)1 40 69 16 00

320 366 446 RCS Paris

Adresse Internet : www.lagardere.com